McGill DAILY ledélit
DPS SPD
DAILY PUBLICATIONS SOCIETY
SOCIÉTÉ DES PUBLICATIONS DU DAILY

ledélit

Publié par la Société des publications du Daily, une association étudiante de l'Université McGill.
Le Délit est situé en territoire Kanien'kehá:ka non cédé.

Mercredi 18 mars 2026 | Volume 117 Numéro 7

On est misandres (mais bonne fête Aurélien) depuis 1977.

ÉDITORIAL

rec@delitfrancais.com

Ce que nous devons aux femmes

Votre entourage, en tant qu'étudiantes et étudiants de l'Université McGill, est peut-être composé en majorité de personnes qui se revendiquent comme féministes. Certaines le sont, d'autres le prétendent, mais relativement rares sont les McGillois qui refusent ouvertement le féminisme. Sur le campus, il s'agit à tout le moins d'un sujet de conversation – cela constitue un privilège considérable, qui ne reflète en rien la réalité à l'échelle québécoise, canadienne, encore moins à l'échelle internationale. Ce privilège risque toutefois d'entretenir l'illusion selon laquelle le combat pour les droits des femmes appartient désormais au passé. Il est facile, depuis notre position, de se demander pourquoi *Le Délit* choisirait de dédier son édition spéciale du semestre aux droits des femmes.

Parce que rien n'est encore véritablement acquis. Les droits pour lesquels plusieurs générations de féministes se sont battues pourraient toujours être révoqués, au gré des opinions changeantes de nos politiciens. De *leurs* politiciens, plutôt – car trop souvent encore, ce sont des assemblées majoritairement masculines qui légifèrent sur le corps et la vie des femmes. Il suffit de regarder du côté des États-Unis pour comprendre à quel point les droits des femmes sont précaires. Depuis l'annulation de l'arrêt Roe v. Wade en 2022, le droit à l'avortement n'est plus garanti par la Constitution américaine. Cette décision a conduit quatorze États des États-Unis à l'interdire presque complètement. Par ailleurs, leur président actuel, Donald Trump, était déjà visé par plusieurs accusations d'agression sexuelle quand il a été élu en 2016 – sans mentionner sa condamnation en 2024, ou les allégations plus récentes qu'on trouve dans le dossier Epstein. Visiblement, cela n'affectait en rien le vote des électeurs américains. Et on se demande pourquoi les femmes sont en colère.

On n'est jamais véritablement à l'abri, même avec des politiciens bien intentionnés. Simon Jolin-Barrette, ministre de la Justice du Québec, mettait lui aussi en péril le droit à l'avortement au début de l'année. En promettant de l'inscrire dans la future Constitution québécoise, il ouvrait la porte à des contestations juridiques par des groupes anti-choix. Son idée n'aboutira pas, sous la pression de groupes de femmes, du Barreau et du corps médical, mais le constat reste le même ; les politiciens continuent de débattre et de légiférer sur le corps des femmes en faisant la sourde oreille à leurs demandes.

La situation québécoise est, sans aucun doute, enviable à l'échelle internationale. Il existe encore de nombreux pays où les femmes ne peuvent pas ouvrir de compte bancaire en leur nom propre, bénéficier d'une éducation, ni quitter leur foyer sans la permission d'un tuteur masculin. Mais rien n'empêche un retournement de situation, comme celui que les États-Unis subissent actuellement. En page 9, Catherine se penche justement sur les violences à caractère sexuel dans un contexte québécois, et sur le peu d'importance que le gouvernement leur accorde encore aujourd'hui.

La Journée internationale des droits des femmes est donc, avant tout, un rappel qu'il faut rester vigilant. Ce n'est pas parce qu'il existe pire ailleurs que l'on doit renoncer à critiquer ce qui persiste ici.

Pour naviguer dans une société qui demeure indubitablement sexiste, il faut être résolument et inconditionnellement féministe. Il ne suffit pas de ne pas être misogyne, ou de souhaiter vaguement l'égalité des genres. L'écrivain français La Rochefoucauld écrivait que la plupart des trahisons se font par « faiblesse ». Refuser de se dire féministe, ou se contenter d'un féminisme passif, revient bel et bien à trahir les femmes de son entourage. Je vous encourage donc à ne pas être faibles, et à refuser la complaisance que vous permet vos privilèges.

À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes du 8 mars, *Le Délit* est fier de dédier son édition spéciale du semestre à toutes celles qui s'identifient comme femmes. Avec quelques jours de retard, peut-être – mais ce n'est pas parce que la journée est passée que les réflexions qui l'entourent doivent prendre fin. Cette édition se veut tout autant un appel à la vigilance qu'un hommage aux femmes, à tout ce qu'elles ont accompli, à tout ce qu'on leur doit.

Nous vous invitons, entre autres, à questionner la place des femmes en Iran (page 5), à vous pencher sur la culture des régimes (page 8), à découvrir les recommandations d'autrices de l'équipe (page 16) et à en apprendre davantage sur la misandrie dans la culture (page 19).

Bonne lecture!

Eugénie St-Pierre
Rédactrice en chef

le délit
Le seul journal francophone de l'Université McGill

RÉDACTION
3480 rue McTavish, bureau 107
Montréal (Québec) H3A 1B5
Téléphone : +1 514 398-6790

Rédactrice en chef
rec@delitfrancais.com
Eugénie St-Pierre

Actualités
actualites@delitfrancais.com
Héloïse Durning
Timotée Allouch-Chantepie
Aurélien Quéméner

Culture
artsculture@delitfrancais.com
Jiayuan Cao
Rose Langlois

Société
societe@delitfrancais.com
Marius Grieb
Antoine Proulx
Dalia Djazouli

Coin Queer
coinqueer@delitfrancais.com
Sixtine Nicolaÿ

Coordonnatrice de la production
production@delitfrancais.com
Elie Nguyen

Visuel
visuel@delitfrancais.com
Stu Doré
Catvy Tran

Photographe
visuel@delitfrancais.com
Félix Fournier

Coordonnatrices de la correction
correction@delitfrancais.com
Juliette Elie
Salma Rabeil

Coordonnatrices des réseaux sociaux
reso@delitfrancais.com
Catherine Brunet Rodriguez
Juliette Aviat

Contributeur·rice·s
Mojhan Abesque, Matteo Fracassi, Elena Montefiori, Manon Delacroix, Joséphine Miton

Couverture
Catvy Tran

BUREAU PUBLICITAIRE
3480 rue McTavish, bureau B•26
Montréal (Québec) H3A 0E7
Téléphone : +1 514 398-6790
ads@dailypublications.org

Publicité et direction générale
Letty Matteo

Ventes et assistance administrative
Letty Matteo

Support graphique et technique
Alice Postovskiy

Comptable
Boris Shedov

The McGill Daily
coordinating@mcgilldaily.com
Andrei Li

Conseil d'administration de la SPD
David Choi , Andrei Li, Vincent Maraval, Letty Matteo, Rafael Miró, Sena Ho, Eugénie St-Pierre, Elie Nguyen

Les opinions exprimées dans les pages du Délit sont celles de leurs auteur·e·s et ne reflètent pas les politiques ou les positions officielles de l'Université McGill. Le Délit est indépendant de l'Université McGill.
Le Délit est situé en territoire Kanien'kehá:ka non cédé.

L'usage du masculin dans les pages du Délit vise à alléger le texte et ne se veut nullement discriminatoire. Les opinions de nos contributeur·rice·s ne reflètent pas nécessairement celles de l'équipe de la rédaction. Le Délit (ISSN 1192-4609) est publié la plupart des mercredis par la Société des publications du Daily (SPD). Il encourage la reproduction de ses articles originaux à condition d'en mentionner la source (sauf dans le cas d'articles et d'illustrations dont les droits avant été auparavant réservés). L'équipe du Délit n'endosse pas nécessairement les produits dont la publicité paraît dans le journal. Imprimé sur du papier recyclé format tabloïde par Imprimeries Transcontinental Transmag, Anjou (Québec).

INTERNATIONAL

Iran : le réveil du Lion et du Soleil

Une lutte courageuse menée malgré la répression.

Lors de leur match d'ouverture à la Coupe d'Asie le 2 mars 2026, les joueuses de soccer de l'équipe iranienne se sont tenues droites et silencieuses pendant l'hymne de la République islamique d'Iran. Leur silence a retenti à travers le monde comme un rugissement de défi. Il s'agissait d'un acte politique risqué qui pouvait leur valoir l'exécution à leur retour au pays. L'Australie a depuis offert l'asile politique aux joueuses dont les familles se voient maintenant menacées d'être prises en otage par le régime.

Une contestation marquée

Le geste des joueuses n'est pas isolé. Il s'inscrit dans une longue histoire de contestation du peuple iranien contre son gouvernement, dont les femmes comptent parmi les sujets les plus opprimés. Le clergé au pouvoir impose notamment le port obligatoire du voile, le non-respect duquel peut mener à la prison, à la flagellation, voire à la peine de mort. Malgré ces risques et les violences qu'elles subissent, les femmes iraniennes ont toujours été à l'avant-plan de l'opposition.

Le mouvement Femme, Vie, Liberté, déclenché en septembre 2022 après la mort de Mahsa Amini (22 ans), décédée à la suite de son arrestation par la police des mœurs pour un voile jugé mal porté, a été l'un des contestations les plus importants en Iran depuis la révolution de 1979. Les femmes iraniennes menaient les manifestations, découvraient leurs cheveux, dansaient et chantaient dans les rues : des actes blasphématoires qui avaient mené à une répression sanglante.

La situation aujourd'hui

Plus récemment, en décembre dernier, le peuple s'est soulevé pour contester le coût de la vie devenu insoutenable à la suite de la chute de la devise iranienne, due notamment à l'accaparement et à la mauvaise gestion des ressources par un gouvernement rongé par la corruption. Arborant le drapeau du Lion et Soleil, devenu symbole de l'identité nationale et du sécularisme, les protestataires réclamaient la fin du régime clérical. Les 8 et 9 janvier, le régime a ordonné à ses troupes d'ouvrir le feu sur les manifestants pacifiques avec des armes d'assaut. On estime que plus de 30 000 manifestants ont été tués. L'État iranien exigeait des familles une somme de 700 millions à 1 milliard de tomans (6800 à 9500 dollars dollars) pour la dépouille de leur proche une rançon d'autant plus révoltante dans un contexte économique précaire.

Quarante jours après les massacres – une étape importante du deuil dans la tradition chiite – les familles iraniennes rompent le fil du récit. Elles refusent de pleurer leurs proches. Dans un geste de réappropriation, elles transforment les funérailles en célébrations défiantes, faisant de la musique et de la danse – des pratiques proscrites en Iran – leur langage de contestation. Les endeuillés se dissocient ainsi de l'État et de l'idéologie qu'il promeut. « Au lieu de lamentations religieuses, le peuple chante; au lieu de religion, il parle de patrie; et au lieu de martyrs, il appelle ses victimes javid-nam – ceux et celles dont le nom est éternel », explique Mohammad-Javad Akbarin, un dissident iranien spécialiste de l'Islam.

Au vu de l'échec des soulèvements populaires à faire changer les choses, bon nombre d'Iraniens à l'intérieur et à l'extérieur du pays ont placé leurs espoirs dans une intervention militaire étrangère. On les a vus jubiler à l'annonce de la mort du guide suprême Ali Khamenei dans les frappes israélo-américaines le 28 février. Aujourd'hui, ils sont traversés de sentiments mitigés : la peur face au quotidien de la guerre et l'espoir à l'idée que le joug de la République islamique, après 47 ans de terreur, se relâche enfin. ⦸

Catvy Tran | Le Délit

Mojhan Abesque
Contributrice

CAMPUS

Des initiatives qui rassemblent

À McGill, des projets pour célébrer et soutenir les femmes.

SCIENTISTA MCGILL

L'association *Scientista* vise à offrir du mentorat et à créer une communauté destinée aux femmes et aux personnes de genres sous-représentés dans les domaines des STIM (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques). À travers leur revue universitaire, leur programme de mentorat, leur symposium de recherche, leur soirée carrière et d'autres événements tout au long de l'année, elle vise à rendre les opportunités liées au domaine scientifique accessibles aux étudiant·e·s, leur permettant d'explorer davantage les différentes avenues professionnelles dans le domaine scientifique.

DEAR COLLEAGUE

Dear Colleague est une organisation à but non lucratif dirigée par des étudiant·e·s qui s'engagent à lutter contre les violences à caractère sexuel. Elle promeut une culture du consentement et de la responsabilité sur le campus de l'Université McGill et au-delà, en créant des espaces bienveillants où les personnes survivantes se sentent écoutées et soutenues, et où les allié·e·s sont encouragé·e·s à agir de manière responsable. Dans cette optique, l'organisation met les étudiant·e·s en lien avec les ressources de soutien disponibles. Parmi ses initiatives passées figurent notamment un atelier d'autodéfense pour les femmes, un troc de vêtements dont les articles restants ont été donnés au refuge pour femmes Chez Doris, et un atelier sur le rôle de témoin actif et les façons de soutenir les victimes.

WOMEN IN INTERNATIONAL SECURITÉ (LES FEMMES DANS LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE)

La branche *mcgilloise* de l'organisation des femmes dans la sécurité internationale, *Women in International Security* (WIIS), est la seule organisation en son genre à l'Université McGill. L'objectif de l'organisation : promouvoir le rôle des femmes dans le domaine des relations internationales, notamment sur les sujets de la paix et de la sécurité. Au travers d'ateliers, de conférences et d'évènements de réseautage, WIIS cherche à offrir plus d'opportunités aux femmes étudiant à McGill et à créer un réseau qui s'étend bien au-delà de la sphère universitaire.

MCGILL WOMEN IN LEADERSHIP (LES FEMMES EN LEADERSHIP)

L'Association étudiante des femmes en leadership de McGill (MWIL) a pour mission d'offrir aux étudiant·e·s l'information, les opportunités et le réseau de soutien, leur permettant d'exploiter pleinement leur potentiel en tant que professionnel·le·s, étudiant·e·s et leaders mondiaux·ales. Elle invite les étudiantes et les étudiants non binaires de divers domaines à partager leurs réalisations et leurs expériences. Grâce à une série de conférences et de panels diversifiés, d'ateliers de développement de carrière et de plusieurs initiatives de sensibilisation communautaire, les membres de MWIL bénéficient de nombreuses opportunités d'apprendre, de créer des liens et de réseauter avec des mentors et des collègues.

SSMU MENSTRUAL HEALTH PROJECT (PROJET DE SANTÉ MENSTRUELLE DE L'AÉUM)

Le projet de santé menstruelle de l'AÉUM a été créé en 2017 afin de fournir gratuitement des produits d'hygiène menstruelle aux étudiant·e·s de premier cycle. Son objectif est de promouvoir l'équité menstruelle, de réduire la stigmatisation des règles et d'encourager des pratiques durables. Il approvisionne plus de 160 salles de bain sur le campus de McGill en serviettes hygiéniques et tampons, distribue des produits menstruels réutilisables une fois par mois et organise des activités de sensibilisation à la santé menstruelle. Le projet emploie actuellement six étudiantes à temps partiel : une responsable et cinq coordonnatrices. Chaque étudiant·e membre de l'AÉUM cotise 2,40 $ par semestre pour financer ce service.

Héloïse Durning
Éditrice Actualités

Elie Nguyen
Coordinatrice de la production

Élections de...

Présidence

Laurence Desjardins

Desjardins, candidate à la présidence, issue de la coalition S.T.A.N.D., promet de rendre l'AÉUM « plus politique ». L'étudiante de deuxième année en études sur le genre explique qu'elle ne se sentait pas représentée par les élus de l'AÉUM et que c'est ce qui a motivé sa décision de se présenter. « On [les candidats du S.T.A.N.D.] est là depuis deux, trois, quatre ans et on voit comment l'AÉUM n'est pas représentative pour nous, et on veut voir du changement. On a réalisé qu'on allait devoir faire le changement nous-mêmes », raconte-t-elle. Desjardins a pour projet de faire « plus d'assemblées générales, plus de *town halls* ». Elle veut également « s'assurer que les questions de référendum reflètent la totalité des options ». Au-delà de cette promesse de transparence, Desjardins compte défendre le projet BDS (*Boycott, Divestment, Sanctions*) devant le Conseil des gouverneurs ; le tout dans l'optique de « représenter les voix étudiantes ». « Il faut obliger l'administration à nous écouter ; c'est quelque chose qui n'a pas vraiment été fait », ajoute-t-elle. Sur la question de son manque d'expérience au sein de L'AÉUM, Desjardins déclare n'avoir « aucun souci » : « Je crois que comme n'importe quelle autre personne qui se candidate, je vais avoir beaucoup de choses à apprendre. Mais j'ai d'autres expériences qui font que je sais que je vais être compétente dans le rôle. » Elle cite notamment des expériences liées au leadership, à l'activisme, à la politique.

Hamza Abu-Alkhair

Contacté à plusieurs reprises, Hamza Abu-Alkhair n'a pas donné suite à nos demandes d'entrevue. Sa plateforme repose sur trois piliers : l'accessibilité, la communauté et la stabilité financière. L'accessibilité consiste en des mises à jour régulières de la part de l'AÉUM, mais aussi une meilleure communication lors de moments clés comme l'orientation des étudiants de première année, et les périodes de stress comme lors des examens. Le sens de communauté passe, selon Abu-Alkhair, par une visibilité accrue de l'AÉUM sur le campus, et par la création d'évènements de communauté basés sur des idées d'étudiants. Enfin, la stabilité financière passe par plus de confiance et de responsabilité, alors que l'AÉUM gère des millions de dollars, selon le candidat. L'association doit ainsi maximiser son efficacité et réduire les dépenses inutiles, ajoute Abu-Alkhair.

Vice-présidence (Clubs et services)

Acadia Knickerbocker

Acadia Knickerbocker, qui a siégé au sein de l'équipe exécutive de l'AÉUM en tant que porte-parole du Conseil législatif, se présente avec l'ambition de mener des réformes structurelles, notamment en enlevant les retards administratifs. Cela passe, selon elle, par l'embauche de nouveaux comptables, qui seraient employés par l'AÉUM. Elle assure aussi vouloir restructurer le *Students Group Committee*, qui gère les clubs de l'Université, ce qui passe par la formation d'un « *sous-comité athlétique* (*tdlr*) », pour que les clubs fonctionnent plus efficacement. Pour ce qui est des services de l'AÉUM, elle souhaite que chacun ait son propre compte en banque, ce qui n'est pas le cas actuellement et qui « *permettrait de limiter les retards administratifs et d'assurer un fonctionnement plus efficace* ». Elle-même ancienne membre exécutive d'un club, elle dit « *comprendre les difficultés des clubs à faire fonctionner les évènements* ». Enfin, elle souhaite remanier les locaux des clubs, souvent sous-utilisés à cause de dysfonctionnements administratifs. Cela faciliterait l'entreposage de matériel par ces derniers.

Mars Gagawchuk

Mars Gagawchuk se présente en tant que membre de la coalition S.T.A.N.D., afin que ces derniers aient « *l'autonomie, les ressources et le support institutionnel pour continuer à développer la communauté mcgilloise* ». Ses quatre priorités en tant que candidate à l'élection sont les suivantes : « *Lutter contre l'insécurité alimentaire grandissante sur le campus, grâce à la réinstauration de Midnight Kitchen* », « *effectuer un audit complet des espaces sous-utilisés du campus afin que les associations et les services disposent de lieux plus accessibles pour se réunir et organiser leurs activités* », « *adopter une position ferme contre le projet de loi 9 tout en plaidant en faveur de l'agrandissement des espaces de prière afin de répondre aux problèmes de capacité liés à l'augmentation des effectifs étudiants à McGill* » et finalement, « *travailler à la désinstitutionnalisation des services de santé mentale de l'Université* ». Quant à la place du français dans l'association universitaire, elle assure que certaines de ses réunions et de ses heures de disponibilité seront menées en français.

Kareem El Hosini

Contacté à plusieurs reprises, Kareem El Hosini n'a pas donné suite à nos demandes d'entrevue. Dans une brochure publiée par l'AÉUM, il dit vouloir « *faciliter l'organisation de la vie étudiante et enrichir les expériences qu'elle offre* ». Il ajoute vouloir créer des « *occasions de collaboration entre l'AÉUM et les clubs, afin d'offrir de plus grands et de meilleurs évènements* ».

Vice-présidence (Affaires universitaires)

Meghan Lai

Sénatrice de la faculté d'éducation cette année, Meghan Lai se présente au poste de vice-présidente aux affaires universitaires avec un programme composé de trois sections : le monde universitaire, le milieu associatif et la communauté étudiante. « *Je veux travailler vers une éducation utile aux étudiants* », exprime-t-elle. Elle souhaite un « *accès à un enseignement équitable* », notamment vis-à-vis du *Policy on Assessment of Student Learning* (PASL), que beaucoup d'étudiants ne connaissent pas. Lai avance qu'« *il faut que les étudiants s'épanouissent, pas seulement qu'ils soient en position de survie à l'Université* », et que leur « *expérience à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de la classe soit soutenue et agréable* ». Dans cet objectif, Lai compte travailler avec le *Student Wellness Hub*, qui fait face à un nombre toujours plus élevé d'étudiants en détresse chaque année, qui « *ne se sentent pas soutenus* ». Cela passerait par la création d'une plateforme de prise de rendez-vous en ligne pour qu'il y ait une accessibilité plus aisée au service. Enfin, elle veut « *reconstruire la relation entre l'AÉUM et les étudiants pour qu'ils aient confiance en nous en tant que leaders étudiants.* »

Cecelia Callaghan

Candidate dans le groupe S.T.A.N.D., le programme de Cecelia Callaghan se résume en six points : l'anti-austérité, le boycottage, le désinvestissement et les sanctions, les soins adaptés au genre et la santé mentale. Elle souhaite aussi revoir la politique d'intelligence artificielle de l'Université et s'oppose à la nouvelle politique d'identification menée par McGill (page 6). À l'heure des coupes budgétaires, elle assure vouloir « *travailler dur, afin d'assurer que les fonds universitaires soient envoyés vers des initiatives et des services de soutien dont les étudiants ont besoin* ». Cela passe par une meilleure rémunération des assistants d'enseignement, un campus avec des équipes sportives, ainsi que des produits d'hygiène menstruelle disponibles à travers le campus. « *Je défendrai de meilleurs soutiens à la santé mentale, les rendant plus accessibles pour les étudiants* », affirme Callaghan, qui décrit l'accès aux soins de santé mentale comme présentement inaccessibles. En ce qui concerne sa politique d'intelligence artificielle, elle promet d'établir une politique définitive contre l'utilisation de l'IA sur le campus, dont elle juge les effets dévastateurs sur le climat, qui « *impactent de manière disproportionnée les communautés racisées* ».

...l'exécutif de l'AÉUM

Vice-présidence (Affaires externes)

Justice Bongiovanni

Déjà avant sa candidature, Bongiovanni s'implique dans la politique, notamment auprès du parti Conservateur canadien et de *Stand With Us*, une organisation pro-israélienne. Son ambition pour le poste de VP externe se concentre autour du prix de la nourriture sur le campus. « Il n'y a pas assez de coopératives », affirme-t-il, « et c'est ce que je veux changer ». Pour faire cela, il souhaite que les coopératives déjà présentes sur le campus aient plus de liberté, dont le droit de vendre des produits avec de la viande et des produits laitiers. Il soulève aussi l'importance de ses capacités en français. Selon Bongiovanni, les étudiants de McGill ont besoin d'un représentant bilingue qui puisse faire la liaison avec le gouvernement.

Harry Wang

Actuel membre élu parlementaire à l'AÉUM, Wang se présente pour le poste de vice-président aux affaires externes. Cependant, ce n'est pas tant son rôle au sein de l'AÉUM qu'il met le plus en avant dans sa campagne, mais son identité en tant qu'immigrant de première génération, qui lui confère une empathie pour les étudiants nouveaux arrivants. Il ajoute que son expérience dans l'administration lui a aussi fait comprendre les limites du possible, et qu'il saura se concentrer sur ce qui est possible, de manière à être efficace et réussir ses projets. Un des points principaux de sa plateforme est la lutte contre la hausse des frais d'études, notamment en créant des programmes de subvention pour les étudiants dans le besoin. Un autre pilier important : la francophonie. Wang soutient l'importance de l'apprentissage du français et de la culture québécoise pour les étudiants étrangers. Il souhaite donc organiser avec le gouvernement québécois des cours de français décontractés qui n'auraient pas d'impact sur le GPA. Il déplore aussi le manque d'opportunités de stages en français, et propose d'augmenter les collaborations avec les universités et entreprises francophones de Montréal.

Safia Haiboub

Candidate S.T.A.N.D., Safia Haiboub souhaite apporter son expérience au sein du bureau des affaires externes de l'AÉUM et dans les mouvements militantistes populaires. Elle explique que son travail avec l'AÉUM, spécifiquement dans les affaires externes, lui ont permis de connaître les attentes du poste de VP externe. Selon elle, son engagement militant lui permet non seulement d'avoir des contacts avec de nombreuses organisations telles que les Mères Mohawks, mais aussi d'apporter au AÉUM une nouvelle perspective. Un de ses objectifs centraux : lutter contre la loi C-12, qui vise à renforcer le système d'immigration et la frontière, et la loi 21 sur la laïcité. « *Beaucoup d'organisations sont déjà en train de faire campagne, et j'aimerais collaborer avec elles* », explique-t-elle. Elle ajoute vouloir mieux soutenir la Commission aux affaires francophones. « *Les précédents VP externes ne savaient pas parler français* », dit-elle, « *ce qui a engendré des malentendus et ralenti certaines initiatives. Ils ont tellement de bonnes idées, il leur faut juste une meilleure plateforme* ».

Vice-présidence (Affaires internes)

Anna El Murr

Actuelle représentante de la Faculté de génie au sein de l'AÉUM, El Murr porte l'emphase sur la sensibilisation et la fluide communication des évènements et des activités de l'AÉUM. Tout cela dans l'optique de rapprocher l'exécutif à la communauté étudiante. « *Il faut rendre la communication beaucoup plus claire, tout particulièrement pour la communauté francophone* », a-t-elle expliqué, « *La communication sur les réseaux, par exemple, doit être faite dans les deux langues. Je m'assurerai aussi qu'il y ait des traducteurs à chaque événement* ». Elle appelle aussi à approfondir le partenariat avec les associations étudiantes francophones, « *pour que la communauté ne se sente pas moins intégrée* ». Une meilleure communication générale remédiera, selon El Murr, le souci de transparence et de reconnaissance de l'AÉUM : « *Il existe une déconnexion entre l'exécutif de l'AÉUM et la communauté étudiante qu'il faut réparer en instaurant une confiance et en montrant qu'ils jouent le rôle pour lequel ils ont été élus.* »

Sophie Smithson

Actuelle vice-présidente aux affaires internes de l'Association des étudiants en génie de McGill (EUS), Sophie Smithson souhaite intégrer l'exécutif de l'AÉUM avec plusieurs objectifs en tête. Elle propose d'augmenter le nombre d'événements et leur accessibilité en les rendant soit gratuits, soit disponibles par un système de bourse, « de renforcer la collaboration entre les facultés les clubs et les groupes étudiants », et « d'améliorer la communication par l'entremise du Listserv et des réseaux sociaux de l'AÉUM ». Elle compte sur une communication plus approfondie avec la communauté étudiante, proposant « des systèmes de rétroaction plus structurés pour les événements, afin que les étudiants puissent partager leurs expériences et leurs idées d'amélioration ». En ce qui concerne la communauté francophone, Smithson met l'accent sur l'accessibilité, avec toutes les informations événementielles diffusées dans les deux langues : « La collaboration avec les groupes francophones est encouragée afin de soutenir une programmation qui célèbre la culture francophone sur le campus. »

Maggie Tang

« *Inclusivité, sécurité, bonnes ondes* » : voilà les trois piliers du programme électoral de Maggie Tang. Ses promesses de campagne : « *Plus d'événements gratuits, plus d'options sans-alcool, et plus de partenariats entre les facultés.* » Dans le rôle qu'elle qualifie d'« *architecte de la culture du campus* », Tang entend surtout « *transformer l'AÉUM d'un corps bureaucratique éloigné à une présence centrée sur la communauté* ». Elle souhaite aussi raviver certaines traditions comme le carnaval d'hiver, tout en introduisant de nouveaux événements comme le marché de nuit de McGill. Actuellement administratrice interne, Tang compte sur cette expérience pour « *assurer que les changements soient approuvés par l'administration dès le premier jour* ». Pour la communauté francophone, la native de Toronto promet d'être accompagnée par un·e traducteur·rice dans ses discussions avec la communauté étudiante, « *afin de bien comprendre leurs besoins* ».

Mia Duddy-Hayashibara

Représentante du parti S.T.A.N.D. dans les élections pour VP interne, Duddy-Hayashibara met l'accent sur la transparence et l'implication plus générale de la communauté étudiante. Elle explique : « *Mon but principal est de donner plus de pouvoir à la communauté étudiante, c'est ce que ma coalition, S.T.A.N.D., souhaite accomplir. C'est à dire plus d'assemblées générales, et rendre les activités de l'AÉUM plus transparentes.* » Elle rappelle aussi le rôle politique du poste : « *Il faut respecter les vœux démocratiques des étudiants. Cela veut dire, par exemple, ne pas inviter les opposants de BDS* [*Boycott, Divest, Sanction*, ndlr] *à nos salons de l'emploi.* » Enfin, sans oublier la communauté francophone, elle note : « *Il faut permettre à la Commission des affaires francophones de continuer à faire ce qu'ils font, tous leurs événements fantastiques. Il faut aussi s'assurer qu'il y ait les informations en français sur le compte Instagram.* » ⃠

Timotée Allouch-Chantepie, Héloïse Durning, Aurélien Quémener, Eugénie St-Pierre
Éditeurs Actualités et Rédactrice en chef

Nouvelle politique d'identification de McGill

De nouvelles mesures de sécurité remettent en cause la liberté et l'égalité des étudiants.

Le 14 janvier 2026, un texte visant à renforcer les mesures de sécurité sur le campus de l'Université McGill a été proposé par le Sénat de l'Université. Cette législation promet de durcir les politiques d'identification sur le campus. Elle a pour objectif de créer une réglementation précise autour de l'identification afin de renforcer la sécurité sur le campus. Cependant, de nombreuses critiques ont fait surface, notamment de la part de l'association activiste étudiante *Divest McGill*.

De manière plus concrète, le texte propose l'identification des personnes présentes sur les terrains et dans les infrastructures de l'Université. C'est la première fois qu'une telle proposition est faite au Sénat. D'après le texte, toute personne à qui une carte d'identité McGill a été délivrée est tenue de l'avoir sur elle lorsqu'elle se trouve sur les lieux que l'Université possède, occupe ou utilise pour ses opérations et ses activités afin de « *faciliter l'identification (tdlr)* » lorsqu'elle est requise. De plus, n'importe qui soumis au processus d'identification devra se découvrir le visage.

Félix Fournier | Le Délit

Ces demandes pourraient être effectuées par du « *personnel autorisé* », soit « *les surveillants d'examens, la sécurité du campus ainsi que les professeurs ou membres du personnel agissant à titre officiel et responsables d'événements, d'activités académiques ou non-académiques, ou de la prestation de services sur le campus* ».

Une opposition se forme

Divest McGill, un collectif étudiant militant, a vivement critiqué cette initiative dans une publication sur Instagram ainsi que dans une lettre ouverte adressée à l'Université. Elle décrit ses mesures comme l'« *expansion d'un régime de surveillance hautement répressif et discriminatoire* ». Les critiques se focalisent surtout sur l'exigence de dévoiler son visage si demandé, ce que l'association considère comme constituant une atteinte au secret médical ainsi que « *favorisant* » certaines formes de discrimination.

La lettre affirme également que cette initiative donnerait un pouvoir trop arbitraire au personnel autorisé, ce qui pourrait mener à des contrôles sans raison valable. Selon l'association, ces pratiques « *garantissent* » la discrimination de certaines minorités religieuses ou ethniques. *Divest McGill* fait notamment référence à une étude menée à l'échelle de la ville de Montréal qui, selon l'organisation, montrerait que ce type de procédure d'identification mène à davantage de discrimination.

Enfin, l'association souligne que les sanctions proposées par l'Université dans le cas où une personne refuserait de s'identifier ne semblent pas prévoir de procédure d'appel claire. Dans le document, McGill précise cependant que toutes procédures d'appel devraient passer par « *les canaux appropriés pour les plaintes d'employés ou d'étudiants* ».

L'Université intransigeante

Les sanctions possibles pourraient aller jusqu'à l'expulsion d'une personne de la propriété de l'Université, voire à une exclusion de certains services ou activités de l'établissement. Le document indique notamment qu'un refus de coopérer « *peut entraîner un signalement à la sécurité du campus et/ou une restriction d'accès, ou un retrait, des installations, propriétés et/ou ressources de l'Université, ainsi qu'une exclusion des activités universitaires* ». L'Université n'a donné aucune autre indication concernant les mesures qui pourraient être prises en cas de non-respect de ce règlement.

Cette proposition ravive un débat récurrent entre les impératifs de sécurité et la protection des libertés individuelles. Alors que l'administration met en avant la nécessité d'assurer la sécurité du campus, certains étudiants craignent un renforcement discriminatoire de la surveillance. Le débat reste donc ouvert au sein de la communauté universitaire. ⃠

Matteo Fracassi
Contributeur

Des programmes clés face au défi référendaire

Le référendum de l'AÉUM met le financement de ces programmes au vote.

La période de vote pour le référendum de l'AÉUM du semestre d'hiver 2026 se termine ce vendredi 20 mars après 11 jours de campagne. Du Centre universitaire au programme d'épicerie, plusieurs services sont concernés par le référendum. Des initiatives comme l'*Educational Community Living Environment* (ECOLE), qui offre du logement durable à plusieurs étudiants, ou le Programme d'étudiantes et d'étudiants réfugiés (PÉR) comptent sur des résultats positifs pour assurer leur financement.

> « Le PÉR fait lui aussi face à une situation budgétaire regrettable en cas d'échec référendaire »

Ce référendum ne représente qu'une simple formalité pour la plupart de ses propositions. C'est le cas notamment pour le renouvellement du financement par frais sans droit de retrait du Centre universitaire. En effet, un vote majoritaire « non » affecterait la capacité de l'AÉUM à accueillir les activités étudiantes. De la même manière, un résultat identique au sujet du renouvellement des frais auxiliaires des services étudiants de McGill entraverait plusieurs programmes clés. Parmi eux, l'accès à des spécialistes de santé mentale.

ECOLE : un rééquilibrage s'impose

Deux programmes en particulier voient leur financement mis à l'épreuve par ce référendum : ECOLE et le PÉR. Au Conseil législatif du jeudi 12 février, un représentant du projet ECOLE, Brooklyn Frizzle, avait défendu l'augmentation des frais. Si ceux-ci sont restés inchangés depuis 2015, les loyers de certains de ces logements ont augmenté d'entre 28 % et 36 %. Avec un succès référendaire, ECOLE verra sa part de budget récolté par des frais étudiants doubler, passant de deux dollars par semestre à quatre. Ce frais comporte un droit de retrait.

Survie et ambition pour le PÉR

Le PÉR fait lui aussi face à une situation budgétaire regrettable en cas d'échec référendaire. Ce programme d'Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC), qui assure l'accompagnement logistique et académique de plusieurs étudiants réfugiés, espère deux votes majoritaires « oui ». Le premier pour assurer le renouvellement des frais actuellement récoltés de quatre dollars par semestre, sans droit de retrait. Ils permettent pour le moment de parrainer six étudiants. Le deuxième permettra, en augmentant les frais de deux dollars pour atteindre six dollars par semestre, d'augmenter ce chiffre à neuf ou dix. Une augmentation estimée nécessaire par le coordinateur du référendum pour l'EUMC à McGill, Ruben Tardieu : « L'année dernière, on a accueilli pour la première fois neuf nouveaux élèves. C'était une réussite. Le problème maintenant, c'est qu'avec la cotisation actuelle, si on veut continuer à accueillir neuf élèves pendant cinq ans, le fonds sera à sec ; d'où l'augmentation à six dollars. »

Si le programme requiert ce financement, c'est parce que son accompagnement des étudiants prend une multitude de formes : « Il y a l'accompagnement administratif ; c'est une grande partie. Aussi, dès l'arrivée des étudiants, l'accompagnement commence à l'aéroport. Ils sont logés dans les résidences, et le PÉR les aide pour leurs dépenses de tous les jours, un appartement, et bien sûr pour le financement de leur éducation. » La continuation de ce programme à cette échelle exige donc un vote en faveur des deux questions référendaires.

Stu Doré | Le Délit

Encore un petit effort

Le référendum, et donc le financement de ses programmes, fait face à un risque majeur : un faible taux de participation. En effet, 15 % des étudiants membres de l'AÉUM doivent voter pour que les résultats soient comptabilisés. Au moment de l'édition de cet article le lundi 16 mars, soit cinq jours avant la fermeture de la période de vote, ce taux se situait à 9,9 % selon les derniers chiffres. ⃠

Timotée Allouch-Chantepie
Éditeur Actualités

ENTREVUE

« N'attendez pas le moment idéal, parce qu'il n'existe pas »

Entrevue avec Rachel Bendayan, secrétaire parlementaire et députée d'Outremont.

Dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes, *Le Délit* a eu l'occasion de s'entretenir avec Rachel Bendayan, députée de la circonscription d'Outremont et secrétaire parlementaire au sein du gouvernement de Mark Carney. Diplômée de l'Université McGill, Mme Bendayan évolue dans le monde politique depuis 2015.

***Le Délit* (LD) :** *Qu'est-ce qui vous a donné envie de vous engager en politique?*

Rachel Bendayan (RB) : Quelques mois avant ma première année de droit à McGill, je me suis impliquée très activement au Centre du droit international du développement durable. J'ai préparé un voyage en Afrique du Sud afin de participer au sommet des Nations Unies à Johannesburg. Là-bas, j'ai rencontré Nelson Mandela. Évidemment, c'est quelqu'un qui m'a beaucoup inspirée dans mon parcours et qui m'inspire toujours, d'ailleurs. Pendant le sommet de l'ONU, je me suis faufilée dans les rencontres des associations ; j'ai vu de mes propres yeux que c'étaient des avocats qui étaient autour de la table en train de négocier, mais que leurs instructions venaient de leurs politiciens, dans leurs pays d'origine. J'ai compris que si on n'avait pas avancé autant qu'on l'aurait voulu au sommet, c'était à cause des gouvernements et des politiciens qui n'étaient pas prêts à faire le pas. J'ai poursuivi mes études en droit, mais c'est à ce moment que je me suis dit : le droit est important, mais il est tout aussi important d'avoir des politiciens engagés qui sont prêts à prendre des décisions difficiles.

Photo fournie par l'équipe de Rachel Bendayan

LD : *Cette entrevue s'inscrit dans le cadre de notre édition spéciale sur la Journée internationale des droits des femmes. Comment décririez-vous votre expérience en tant que femme en politique fédérale ; pensez-vous que les femmes font encore face à des obstacles particuliers en politique au Canada?*

RB : Malheureusement, je pense que la réponse est courte : oui. Être une femme en politique, c'est occuper un espace qui n'a pas été accessible pendant longtemps.

Quand je parle à des femmes, j'essaie de les encourager parce que ça fait partie de mon mandat d'appuyer celles qui veulent se lancer en politique. Mais les obstacles sont là et bien réels. Souvent, c'est la conciliation du travail et de la vie de famille qui pose problème. Quand je me suis présentée à l'élection partielle, j'allaitais ma fille tous les jours, et je savais que j'allais devoir travailler dans une ville autre que Montréal, que je laisserais mon enfant à la maison. C'était quand même un obstacle. Je pense que c'est un obstacle pour plusieurs femmes.

Il y a aussi tout l'aspect de la haine en ligne.

Je suis quand même fière des avancées qu'on a faites, parce que quand je suis arrivée au Parlement, c'était moins de 30 % des députés qui étaient des femmes. Aujourd'hui, on est rendus à 40 %. Évidemment, il reste du travail à faire – 40 %, ce n'est certainement pas suffisant. On continue de faire des efforts, on essaie de montrer l'exemple.

LD : *Comment vous y prenez-vous pour encourager des femmes à se lancer en politique? Quels conseils leur donneriez-vous?*

RB : Je dis toujours qu'il faut être présent et ne pas avoir peur. J'entends souvent des femmes dire qu'elles n'ont pas assez d'expérience, ou qu'elles n'ont pas encore développé l'expertise nécessaire. Ce n'est pas vrai.

Il y a aussi souvent une hésitation à savoir quand est le bon moment. N'attendez pas le moment idéal, parce qu'il n'existe pas. J'avais un bébé quand je me suis lancée, et on m'a souvent dit que ce n'était peut-être pas le moment, que je devrais attendre que ma fille soit à l'université ou que j'aie des cheveux gris.

C'est très important que nos élus reflètent la population, qu'ils puissent porter la voix de la communauté qu'ils représentent. Dans ma circonscription, il y a énormément de jeunes, et je pense que je suis mieux outillée pour représenter leurs voix parce que je n'ai pas attendu pour me lancer en politique.

Je ne veux pas minimiser, évidemment, le fait que pour plusieurs, c'est difficile de faire l'entrée en politique. Mais je veux encourager les jeunes, et les femmes en particulier, à essayer.

LD : *Votre circonscription comprend beaucoup d'étudiants, notamment de l'Université McGill ou de l'Université de Montréal. Quelles sont les préoccupations que vous entendez le plus souvent de la part des jeunes?*

RB : Récemment, je dois vous dire que le prix du logement, que ce soit le loyer pour le logement étudiant ou pour acheter une première maison, revient de plus en plus souvent. Je pense que c'est quelque chose qu'on doit attaquer de front.

Dans les dernières semaines, j'ai pu travailler avec un organisme qui se dévoue exclusivement à la construction et à la gestion de résidences pour étudiants à prix abordables.

C'est très important pour moi de m'assurer de la construction de logements abordables, non seulement pour nos étudiants, mais pour la population en général.

LD : *Comment essayez-vous de rester en contact avec les étudiants et les jeunes de votre circonscription?*

RB : Je suis très souvent sur le terrain, dans le comté. Évidemment, je rencontre des jeunes et des étudiants en faisant du porte-à-porte. Je m'implique beaucoup auprès de l'Université de Montréal, quand ils font des événements ; je suis souvent invitée à m'adresser à leurs étudiants.

Sinon, on accueille souvent des jeunes au Parlement, des jeunes qui s'intéressent à la politique, qui veulent voir son fonctionnement interne et avoir un contact direct avec les élus. Je me rends toujours disponible pour ça. Je pense que c'est la relève, c'est l'avenir du Canada. Et ça me permet d'avoir des conversations directes. Ça me nourrit, aussi, ça me donne des idées.

J'ai travaillé avec des jeunes afin de mettre en place des programmes qui les intéressaient, particulièrement en matière d'environnement et de changement climatique. Je dirais aussi que le bureau est toujours intéressé à prendre des stagiaires : on aime donner une expérience concrète aux jeunes qui s'intéressent à la politique.

LD : *Y a-t-il un moment dans votre carrière politique dont vous êtes particulièrement fière?*

RB : Il y en a plusieurs! Quand j'étais ministre de la Sécurité publique, j'ai pu faire avancer beaucoup de choses sur ce dossier. Nous avons actuellement un programme d'indemnisation des armes d'assaut afin de retirer les armes de style assaut et d'offrir une compensation aux détenteurs de ces armes. Ce programme comprend notamment l'arme qui a été utilisée lors de la tuerie de Polytechnique. J'habitais Côte-des-Neiges, jeune fille, à l'époque de cette tuerie, et c'est un événement qui m'a énormément marquée.

J'ai pu aussi travailler sur plusieurs autres programmes, peut-être en lien plus directement avec les jeunes. Lors de notre dernier budget, j'ai travaillé pour faire avancer le Corps jeunesse pour le climat. Les jeunes me disaient qu'ils ne pensaient pas qu'on allait financer un programme du genre, étant donné l'état de l'économie. Mais on l'a fait quand même. Je suis allée au front pour ce programme-là, et de voir ensuite son importance pour les jeunes a été très marquant. Cela montre aussi que lorsqu'on s'implique et qu'on travaille pour quelque chose, on peut réussir.

Ça a donné énormément de confiance et d'espoir aux personnes qui étaient impliquées. C'était un groupe vraiment génial, piloté par des jeunes. Je pense que c'est important de voir que, quand on a de bonnes idées, on peut les faire avancer. ⦸

Eugénie St-Pierre
Rédactrice en chef

Extrême minceur, ou contrôle des corps

Un inquiétant regain de popularité.

L'atteinte d'une maigreur excessive et malsaine comme idéal de beauté semble être revenue hanter la sphère publique et médiatique. Les corps maladifs sous-pondérés sont à nouveau esthétisés et massivement célébrés. Et nous qui pensions en être enfin sorties. Le mouvement du b*ody positivity* qui avait battu son plein dans les années 2010, avait marqué un tournant favorable dans l'émancipation des corps, en particulier féminins. Certes, le bilan de cette période reste quelque peu à nuancer, les corps fins, valides et sculptés demeurant la norme, mais globalement, on observait une inclusivité accrue des différentes corpulences au sein de l'espace public, et moins d'injonctions à rentrer dans une taille S.

Cette fenêtre d'égalité dans le traitement des corps semble s'être désormais refermée. La minceur est redevenue la norme toute-puissante. Les influenceurs qui avaient construit leur audience autour de l'acceptation de leur corps fondent à vue d'œil. Les célébrités à l'apparence squelettique et aux visages émaciés affluent sur les tapis rouges. Et les médias sociaux en rajoutent, suggérant incessamment la désirabilité des corps les plus fins. Cet éloge s'observe à travers différentes tendances absolument dangereuses qui normalisent la dépendance aux produits médicamenteux, notamment l'Ozempic, pour n'en nommer qu'un seul.

On dissimule l'obsession de la finesse derrière des termes de soin et de développement personnel, et s'opère une instrumentalisation du langage médical comme moyen de culpabilisation. La graisse est vilipendée, synonyme de mauvaise santé et de laisser-aller. C'est un acharnement rhétorique et bien-pensant qu'on retrouve moins autour de la consommation d'alcool, par exemple, mais mobilisé à l'excès lorsqu'il s'agit d'exercer une forme de contrôle sur les corps féminins. Les médecins sont souvent en première ligne pour véhiculer ces biais grossophobes et établir des diagnostics erronés auprès de leurs patients en surpoids. En associant systématiquement des symptômes sérieux à leur corpulence, les causes profondes demeurent non traitées, tandis que le régime devient la solution toute trouvée. Les personnes minces sont rarement pathologisées, même lorsqu'elles présentent des habitudes de vie et de santé similaires à une personne en surpoids.

Une contrainte genrée

Les femmes sont les premières victimes de cette tendance particulièrement nocive : les troubles du comportement alimentaire affectent dix fois plus les femmes que les hommes. 90% des cas d'anorexie mentale se manifestent chez les femmes. Les effets psychologiques d'un individu en déficit calorique ne sont pas négligeables : irritabilité, difficulté de concentration, dépression, isolement social.

J'ai employé le mot tendance quelques lignes plus tôt, mais il est évident que les attentes et pressions sociétales exercées sur les corps féminins ne datent pas d'hier. La valeur des femmes, et leur accès au bonheur, a depuis longtemps été conditionnels à leur apparence et à leur capacité à supporter la faim.

L'histoire sans fin

Une autre dimension bien pernicieuse de ce standard : c'est un idéal inatteignable. Un idéal qui exclut toute approche équilibrée. Impossible de peser moins que son poids naturel sans, au passage, dégrader sa santé. Qui dit inatteignable dit recherche constante, qui n'aboutira jamais à un résultat fini et définitif. On doit s'employer continuellement à atteindre la taille parfaite, et il n'est pas question de se relâcher, au risque de rapidement regagner le poids si difficilement perdu.

Cette quête interminable est périodiquement récompensée par des compliments et encouragements qui motivent sa poursuite. L'approbation sociale justifie toutes les souffrances, toutes les privations.

La faim devient obsédante, et le champ d'intérêt des affamées ne dépasse plus celui de l'assiette. Comme une sonnette, constante, qui réclame que cette sensation négative soit apaisée et disparaisse. Elle monopolise l'esprit, matin, midi et soir, jour après jour, semaine après semaine. La faim devient paralysante.

Pour Naomi Wolf, essayiste et militante féministe, cette culture du régime est une stratégie retorse élaborée par les sociétés industrialisées, et ce, afin d'imposer des normes punitives à un segment de la population enfin libéré par la deuxième vague du féminisme. Cette propagande bien huilée, qui idolâtre la minceur et devient une injonction avant tout féminine, revêt un enjeu politique. Elle veut qu'on soit petite, apathique, faible. Tout le contraire de ce qu'avance le mouvement féministe, lequel prône solidarité et vigueur.

La faim était révélatrice du statut social: le mieux nourri est le plus valorisé par sa société. Ainsi, dans la France médiévale, les femmes recevaient deux tiers des céréales allouées aux hommes. Mais, dans un contexte de surabondance alimentaire qui caractérise nos sociétés industrielles, la logique voudrait que nos assiettes soient remplies à parts égales. La culture du régime devient un outil efficace pour imposer la faim aux femmes et la normaliser. Elle devient un sédatif politique puissant afin de les neutraliser et freiner leur émancipation.

Paradoxe d'une injonction libératrice

Une femme amaigrie est une femme qui a su se discipliner, dominer ce sentiment tenaillant de faim pour atteindre une visée suprême et superbe.

Celles dévouées à cet objectif s'entourent de rituels, croyances et symboles, avec la promesse d'un salut que représente la perte de poids. Selon Michelle Lelwica, professeure de religion à l'Université de Concordia, ces femmes ont fini par prendre la forme d'un culte.

La faim, ou plutôt sa maîtrise, procure un sentiment de contrôle, voire d'émancipation. On est en charge de son propre corps, on a le pouvoir de le sculpter, de le soumettre à toutes les carences. C'est à nous que revient la décision du lieu, du temps de prise de repas : dans ce contexte, « *une femme fait preuve d'une forme d'autonomie qui, historiquement, a toujours été l'apanage des hommes* (*tdlr*) ».

Ne vous méprenez pas, ce régime alimentaire est subi, non choisi. La grossophobie est une construction sociale néfaste qui ne profite aucunement aux femmes. Celles-ci ont d'ailleurs besoin d'une quantité plus importante de gras dans leur corps – 18 à 20 % du poids corporel, contre 10 à 15 % pour les hommes – et son élimination complète peut entraîner de sérieux dérèglements hormonaux.

Aimer son corps et rejeter les standards de beauté constituent un acte militant et féministe. Un acte de résistance à l'encontre des normes tyranniques du patriarcat. La nourriture, c'est notre carburant, notre source de force et d'énergie. Alors, mangez, et mangez bien, d'abord pour affronter le rude hiver montréalais, mais aussi pour vous réapproprier votre corps. ⃠

Dalia Djazouli
Éditrice Décodage

Félix Fournier | Le Délit

Pour que la honte change de camp

Le silence et l'inaction entourant les violences sexuelles.

Pourquoi parler de féminisme aujourd'hui, en 2026? Parce que l'illusion de la parité, de l'égalité et du respect est sans doute l'un des dangers les plus insidieux de notre époque. Tant que l'on refusera de regarder en face les réalités brutales de la condition des femmes, les violences continueront d'être banalisées, normalisées, et aucun changement réel ne pourra advenir.

Quelques chiffres pour mettre la table

Au Québec, une femme sur trois sera victime d'une agression sexuelle après l'âge de 16 ans, et un homme sur huit en sera victime au cours de sa vie. Ce chiffre est déjà alarmant, mais il ne reflète qu'une infime partie de la réalité : lorsqu'on sait que seule une agression sur vingt est rapportée à la police, on peut raisonnablement penser que cette proportion est encore plus élevée.

Près de 70 % des agressions sexuelles sont commises dans des résidences privées, et 81 % des auteurs étaient connus de leur victime. On est donc bien loin du mythe qu'on nous vend, selon lequel les agressions seraient surtout commises par des inconnus, dans des ruelles sombres.

Qu'est-ce que tu portais?

C'est à 12 ans que j'ai pris conscience des mécanismes pervers d'une société qui objectifie les femmes et les contraint à se plier à des standards de beauté stricts pour être jugées dignes d'amour. Lors d'un atelier du Programme d'éducation intermédiaire (PEI), nous avions recensé ces critères supposément universels : taille fine, poitrine volumineuse, hanches larges...

C'est aussi à partir de ce moment-là que j'ai commencé à dissimuler un corps en pleine transformation. Je refusais d'être réduite à un objet. Je refusais les réalités dégradantes imposées à la féminité, et la peur constante des violences qu'elles charrient.

Mais vous savez quoi ? Cela ne m'a pas empêchée d'être suivie dans la rue à 15 ans ni de subir du harcèlement à répétition – une vingtaine de fois. Pas plus tard que samedi dernier, en plein jour, je me suis fait interpeller et suivre dans la rue alors que j'étais accompagnée d'un homme, vêtue d'un manteau d'hiver jusqu'aux genoux et d'un capuchon sur la tête.

Non, cela n'a jamais été une question de vêtements ni de corps. Ça n'a jamais été une question d'heure ou de quartier. Les salauds n'ont plus aucune gêne à proférer des obscénités aux femmes dans l'espace public, quelles que soient les circonstances.

Chaque fois qu'une femme dénonce une violence, tous les regards se tournent vers elle : « que faisais-tu dehors à cette heure-là? », « que portais-tu? », « pourquoi étais-tu seule? ». Les agresseurs, eux, ne sont jamais interrogés. « Pourquoi t'es-tu permis d'agresser quelqu'un? », cela, on ne l'entend jamais.

Non. Ce que l'on remet systématiquement en question, c'est la véracité de la dénonciation.

Laissez-moi déconstruire un autre mythe : seulement 5 % des dénonciations s'avèrent infondées. Continuer à prétendre que les victimes cherchent à attirer l'attention ou à détruire la vie des puissants, c'est entretenir la culture du viol. C'est décourager les victimes de porter plainte, restreindre leur accès à la justice et retourner le système contre elles.

Votre culture du viol

Oui, contrairement à ce que plusieurs peuvent croire, la culture du viol est bien réelle. Ce n'est pas une généralisation « néoféministe » comme le soutien Mathieu Bock-Côté, mais une réalité sociale bien tangible, qui continue d'avoir des impacts aujourd'hui.

Les statistiques sont claires, ce n'est pas une exagération, mais une réalité que l'on refuse trop souvent de voir. La culture du viol, je la vois, je la vis presque au quotidien. La nier ou la ridiculiser, c'est en assurer la pérennité et l'impunité. Or, cher Mathieu, les agressions sexuelles ne sont pas en hausse en raison de vagues migratoires et de l'« immigration conquérante». Les agresseurs ont plus d'un visage et souvent, ce sont des gens de chez nous. Blâmer encore les personnes migrantes pour une culture du viol bien occidentale, c'est se déresponsabiliser pour leurs impacts. Au lieu de lancer le blâme et de prôner des discours xénophobes, pourquoi ne pas utiliser cette passion à bon escient, et mettre fin à la culture du viol? Réduire cette culture à quelques « mauvais individus » est une illusion dangereuse. Cela déresponsabilise la société dans son ensemble et absout les témoins silencieux de l'horreur. En rejetant la faute sur quelques personnes, on permet aux autres personnes de se croire non concernés, d'éviter d'intervenir et d'assurer que le silence perdure. Se déconstruire, c'est refuser cette complicité passive. C'est aussi remettre en question des normes rigides de la masculinité – l'interdiction de montrer ses émotions, l'injonction à être fort et impassible – qui nuisent à tous et étouffent la parole. Ces normes enferment aussi les hommes victimes de violences à caractère sexuel (VACS), pris entre la culture du viol et des stéréotypes patriarcaux qui rendent leur souffrance invisible et leur parole illégitime.

> « Être une femme, c'est en venir à préférer l'ours – parce que, lui, la pire chose qu'il puisse faire c'est tuer »

La culture du viol perdure parce que ces structures sont tolérées et reproduites collectivement. La combattre exige d'aller au-delà de la responsabilité individuelle, de reconnaître notre responsabilité commune et d'agir.

> « Parce que la peur n'est pas un mode de vie pour quiconque, parce que le silence n'a plus lieu d'être, et parce qu'il est temps que la honte change de camp »

Et, mon cher Mathieu, présenter le masculinisme comme une réponse à l'appel à la fin des stéréotypes sexistes n'a tout simplement aucun sens. Certes, les hommes ne sont pas encouragés à demander de l'aide ou à exprimer leurs émotions – mais c'est précisément à cause des stéréotypes sexistes que l'on cherche à déconstruire. Plutôt que de s'attaquer aux structures qui perpétuent ces normes nocives, on en vient à rejeter la responsabilité sur les femmes. Cherche bien la logique, mon Mathieu, moi non plus, je ne la trouve pas.

Où est la volonté politique là-dedans?

Afin de freiner la montée des VACS dans les milieux postsecondaires, l'ex-ministre de l'Enseignement supérieur, Pascale Déry, avait promis en 2022 la tenue de l'enquête VACS . Cette enquête provinciale portait sur les mesures de prévention et les ressources offertes aux victimes dans les établissements. Au coût estimé de 1,2 million de dollars, cette enquête devait fournir des données cruciales pour mieux orienter la lutte contre les VACS.

Or, le gouvernement caquiste est revenu sur sa parole et a choisi d'en annuler la tenue. Pendant que plus de 250 millions de dollars ont été retranchés du financement de l'enseignement supérieur dans la dernière année, notamment avec l'abolition du programme de bourses Perspectives, aucune somme n'a été investie pour documenter et combattre ces violences. Face à cette inaction, l'UEQ (Union étudiante du Québec) et la FECQ (Fédération étudiante collégiale du Québec) se mobilisent pour exiger le retour de cette enquête, indispensable pour assurer la sécurité des étudiantes et étudiants et pour s'attaquer concrètement à la culture du viol sur les campus.

Sans données, il est impossible de mesurer l'ampleur réelle des VACS ni d'évaluer l'efficacité des mesures en place. Le rétablissement de cette enquête est donc non négociable. Il est temps que le gouvernement cesse les reculs, fasse preuve d'une réelle volonté politique et s'engage concrètement. Protéger les étudiant·e·s québécois·e·s n'est pas une option : c'est une responsabilité.

Catvy Tran | Le Délit

Être une femme en 2026...

Être une femme, c'est devoir prévoir son itinéraire, ses vêtements et son entourage pour éviter d'être blâmé si quelque chose de grave survient. C'est surveiller constamment son verre, acheter des produits pour vérifier si celui-ci a été drogué, refuser un verre par peur qu'il crée une dette implicite.

Être une femme, c'est en venir à préférer l'ours – parce que, lui, la pire chose qu'il puisse faire, c'est tuer. Non, ce ne sont pas tous les hommes. Mais ce sont trop d'hommes. Et trop souvent, ce sont ceux que l'on connaît : nos proches, nos partenaires intimes. Le coût de l'erreur est trop élevé. Alors, comme on nous l'a appris avec les armes à feu, on traite chaque situation comme si elle était chargée. Parce que si l'on se fait abattre, il n'y aura pas foule pour nous défendre – seulement des voix pour nous reprocher de ne pas avoir été assez prudentes.

Être une femme, ne devrait signifier rien de tout cela, et il est temps que ça change.

Les VACS nous concernent tous. Parce que la peur n'est pas un mode de vie pour quiconque, parce que le silence n'a plus lieu d'être, et parce qu'il est temps que la honte change de camp. ⦸

Catherine Brunet Rodriguez
Coordinatrice des
réseaux sociaux

La religion, ennemie éternelle de la femme

Démasquer dans l'irrationnel les mécanismes d'une oppression réelle.

Dans l'espoir d'osciller toujours entre la pertinence et la provocation, je vous propose cette semaine une critique des détestables conséquences de l'ésotérisme (lire ici la religion) sur l'avancement de la condition féminine. Cette chronique, curieusement, n'est en fait que l'extension d'un argumentaire étayé au cours d'une discussion tendue dans le local du Délit*, elle-même déclenchée par un fait divers impliquant l'Université Concordia. Il était alors question d'une salle de prière dans un de ses bâtiments, dont l'accès était interdit aux femmes. Un bâtiment public, ségrégué. J'étais consterné.*

Les hommes font les dieux et les femmes les adorent
- JAMES GEORGE FRAZER

Entre autres chez les juifs, les musulmans, les chrétiens, l'homme est le maître par droit divin : la crainte de Dieu étouffera chez l'opprimée toute velléité de révolte
- SIMONE DE BEAUVOIR

Étant moi-même issu d'un milieu particulièrement croyant, je comprends l'attrait de la béquille intellectuelle que représente la dévotion à une entité imaginaire. Un joyeux mélange de déni et de paresse. L'inexplicable trouve son sens dans la volonté incompréhensible d'un être invisible et omniscient. Et nos naïves réflexions existentialistes? Nos questions sur la misère, la souffrance et la mort? Rabrouées par une sorte d'alliage institutionnel entre pédophiles et mégalomanes-investis-du-Saint-Esprit. *Repentez-vous, mes enfants, le salut approche.*

Une société domestiquée et aveuglée par le mysticisme est condamnée d'office à une stagnation socio-intellectuelle qui ne bénéficie toujours qu'aux tributaires du pouvoir.

C'est donc pourquoi je crois que la sécularisation du Québec est l'un de nos plus formidables accomplissements du dernier siècle. Nous sommes passés, en 30 ans à peine, d'un peuple abruti par des curés bien dressés à une nation refusant de voir en son existence une simple antichambre de la mort (et son ô combien désirable vie éternelle). Trente ans, c'est long, mais un cancer, c'est tenace.

Qui furent les grandes gagnantes socioculturelles de cette chimiothérapie sociale? Une évidence, pour les plus perspicaces : chaque fois qu'un système construit et dominé entièrement par des hommes s'effondre, ce sont les femmes qui en tirent profit.

La poursuite de l'indémontrable

Les plus dévots verront en moi une sorte d'hérétique qui ne voit que le mal au sein de cultes faisant la promotion de valeurs merveilleuses, comme la miséricorde, la générosité ou l'entraide. Merci, tartuffes, mais votre errance n'apporte rien de pertinent à mon analyse du piège religieux. Le vitriol qu'il répand n'émane pas simplement de l'existence de la religion elle-même, mais plutôt de son interprétation, son institutionnalisation et sa marchandisation, qui en font une farce présentée comme la supposée ligne directrice de notre existence. Ce que je condamne dans le catholicisme québécois, je le condamne aussi dans les manifestations des autres religions (surtout monothéistes) au sein de notre société. Elles ne sont après tout que l'extension d'un système patriarcal millénaire dont l'objectif unique est la domination de l'homme sur la femme.

Pourquoi m'acharner sur la religion, quand tant d'autres formes d'oppressions s'entrelacent pour étouffer la pleine existence de la femme dans notre monde? Peut-être (incontestablement) à cause de son petit côté *buisson ardent*, son aspect complètement incontestable qui en fait l'arme dialectique par excellence contre l'atteinte de l'égalité des genres.

La religion exige de son sujet une croyance aveugle, une foi inébranlable à l'épreuve de toute explication rationnelle. Autant dire qu'elle exige une remarquable malléabilité des esprits, doublée d'une admirable crédulité.

Notre modernité nous confère désormais une compréhension profonde et précise de la pensée, des êtres et de leur substance, si bien qu'il est à présent impossible de présenter un argument rationnel plaçant la femme comme inférieure à l'homme. Alors quand, au nom de la religion, on exige de la femme la modestie, la serviabilité et la docilité dont le patriarcat raffole, il s'agit de la plus évidente démonstration de la lâcheté de ceux qui en font la promotion. S'ils avaient au moins le courage d'avouer qu'ils *veulent* que la femme leur soit subalterne, le problème serait déjà à moitié résolu. Il ne s'agirait alors que du banal jugement d'un homme, d'un groupe d'hommes, d'un monde d'hommes. Une alliance tordue des esprits certes très puissante, mais basée sur une incompréhension humaine, non pas un jugement divin.

En subtilisant sa propre faiblesse d'esprit pour la transposer sur les envies d'une figure toute-puissante, l'homme a réussi à socialiser le concept d'inégalité des genres tout en l'imperméabilisant contre les attaques les plus logiques des injustices en découlant inévitablement.

L'obsession laïque

Je ne veux surtout pas que vous associiez mon dédain pour la religion à de l'intolérance pour sa simple pratique. Bien que je ne croie pas souhaitable pour notre avancement collectif la pratique d'une quelconque croyance centrée sur autre chose que l'humain, libre à chacun de croire ce qu'il veut. Libre à chacun de me juger et de me condamner à la géhenne éternelle.

Mais je ne crois pas avoir tort en disant que toute croyance, religieuse ou pas, qui fait de la femme un outil pour l'homme ne devrait pas polluer une société se voulant égalitaire. Peut-être trouvez-vous mon exégèse inexacte? Peut-être alors que je ne sais pas lire, que j'interprète mal la Bible, le Coran ou la Torah? Peut-être que c'est mon esprit malade de cynique qui fabule des passages (écrits par des hommes-aspirants Dieux) qui lapident des femmes, qui les confinent à la vie privée, qui les persécutent pour l'exercice simple de leur volonté?

Le Québec, j'ose le croire, aspire à réduire toujours plus le fossé séparant les genres, lui-même un héritage de nos systèmes socio-religieux. Je ne vous parle bien sûr pas des dérives électoralistes misogynes de la CAQ, qui voient dans les signes religieux une abomination doublée d'un outil d'endoctrinement démoniaque.

Ce gouvernement intolérant (et intolérable) se contente de hiérarchiser par ses décrets les religions et empêcher d'autres croyances de prendre la place de l'héritage dégoûtant du christianisme. Il prône non pas l'égalité, mais la xénophobie, le refus de l'autre et l'hypocrisie la plus totale.

Permettez-moi simplement de formuler le raisonnement suivant. Peut-être le trouverez-vous simpliste. Moi, je lui trouve une franche simplicité.

Si, comme martelé avec conviction par le féminisme, l'homme est le principal catalyseur des inégalités entre les genres par l'intermédiaire des structures du patriarcat ;

Et que l'homme, créateur des religions, a construit la société autour de ces croyances pour consolider sa supériorité factice ;

Alors, la religion créée, peu importe la forme qu'elle prend, vise foncièrement à soumettre les femmes à son autorité, ce qui la rend fondamentalement incompatible avec l'atteinte de l'égalité des genres au sein de la société.

Tout système fondé par l'homme ne fait que réifier sans relâche la femme : pourquoi la religion serait-elle l'exception? Pourquoi nous permettons-nous encore d'opprimer les femmes en invoquant l'autorité d'un Dieu chimérique?

Les inégalités sont difficiles à enrayer, mais elles sont impossibles à effacer si elles continuent de prendre appui sur une hallucination collective qui en fait la vérité de milliards de personnes sur Terre. Délaissons cette dépendance maladive à l'invérifiable pour enfin nous focaliser sur une réalité véritablement empirique ; celle selon laquelle nous sommes tous et toutes égaux dans notre humanité. Et, n'en déplaise aux vendeurs d'indulgences et aux amoureux de soutanes en tous genres, nous ne sommes que notre humanité. Rien d'autre. ⦸

Antoine Proulx
Éditeur Opinion

Félix Fournier | Le Délit

« En subtilisant sa propre faiblesse d'esprit pour la transposer sur les envies d'une figure toute-puissante, l'homme a réussi à socialiser le concept d'inégalité des genres tout en l'imperméabilisant contre les attaques les plus logiques des injustices en découlant inévitablement »

Les femmes MAGA au service du patriarcat

Kristi Noem et Erika Kirk comme figures de proue du néo-fascisme américain.

La montée en puissance de l'idéologie du mouvement politique *Make America Great Again* (MAGA) n'est pas qu'un accident ou qu'une simple parenthèse dans l'histoire américaine. Au contraire, ce fléau populiste est l'aboutissement rationnel d'un mariage longuement mijoté entre le conservatisme social, le néolibéralisme économique, et le sensationnalisme médiatique. Quoi qu'elle se vêtisse d'un nouvel habillage moderne et d'une esthétique grossière, cette fusion macabre porte en elle les caractéristiques héréditaires du fascisme, tel que le monde l'a vécu au 20*e* siècle.

Parmi ces héritages idéologiques, la domination masculine occupe une place particulière. Malgré le changement de décor et de circonstances, l'hégémonie masculine en politique n'a jamais été réellement remise en question, ni par les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale ni par les mouvements sociaux dits « woke ». Au contraire, ces dernières années, il semblerait que cette tradition patriarcale connaisse une résurgence – cette fois-ci sous une forme spectaculaire, combinant violence, assujettissement et sexualisation des femmes.

Sous le régime idéologique du mouvement MAGA, la transgression semble devenir une norme politique. À l'échelle sociale, cette attitude se manifeste d'abord par une misogynie assumée, comme celle promue par certains créateurs de contenu, tels que Andrew Tate. Elle se traduit également par un renforcement des pressions de conformité aux normes de genre. C'est donc à travers un double registre, combinant une rhétorique violente et un discours plus consensuel, que se communique la vision patriarcale du rôle des femmes dans la société moderne.

Erika Kirk : de quelle tradition s'agit-il?

Une des capacités distinctives de ce système patriarcal est son habileté remarquable à se perpétuer en instrumentalisant certaines femmes pour reproduire les structures qui les subordonnent. C'est à travers ce mécanisme d'opacité que sa présence se resserre sur la société, et que ses contradictions se dissimulent sous le couvert de liberté individuelle, de traditions ou de choix personnels.

Erika Kirk, commentatrice politique et veuve de Charlie Kirk, sous-entend un besoin « naturel » de docilité chez les femmes lorsqu'elle déclare : « *C'est à ton mari de partir à la conquête du monde, de se battre et de rentrer à la maison. De conquérir* (*tdlr*). » Ce qui frappe dans cette citation est la récurrence du champ sémantique de la guerre et son association avec la « responsabilité » masculine. Lorsque l'on considère que cette même Erika Kirk est célèbre pour ses appels à ce que les femmes « retrouvent leur place » dans la sphère domestique, un schéma familier se dessine.

La vision binaire et hiérarchisée des normes de genre n'est pas nouvelle. En s'adressant à un congrès de femmes nazies, Adolf Hitler lui-même s'est permis l'expression : « *Nous rejetons la théorie libérale-juive-bolchévique de l'égalité des femmes, car elle les déshonore! Une femme, si elle comprend bien sa mission, dira à un homme : "Tu protèges notre peuple du danger, et je te donnerai des enfants".* » Ainsi, quand Erika Kirk se permet de nous dire : « *Ne laisse personne te priver de tes droits simplement parce que tu es un jeune homme, surtout si tu es un jeune homme blanc* », il devient difficile de ne pas y voir la résurgence d'une vision patriarcale du monde, dans laquelle les hiérarchies sociales, de genre, de race, et d'idéologie, s'entrelacent. Cette logique illustre la dominance intersectionnelle, un système d'ordre politique où les marqueurs d'identités sont cumulés de sorte à former une pyramide sociale où l'homme blanc fasciste occupe l'apex.

Kristi Noem, entre victime et complice

Dans cette équation politique, il devient difficile de comprendre le rôle confus et multiforme des femmes dans l'administration américaine. Cependant, en examinant le style de visibilité qu'adopte l'ancienne secrétaire à la Sécurité intérieure des États-Unis, Kristi Noem, on peut apprécier comment certaines femmes parviennent à naviguer entre les attentes patriarcales et les possibilités politiques pour se positionner de manière stratégique dans le paysage MAGA. Cette approche peut être comprise comme l'aboutissement d'une négociation complexe entre les rôles de genre, le pouvoir politique et les attentes sociales qui encadrent la participation des femmes à la sphère publique.

Professeure en sciences politiques à l'Université Clark, Valerie Sperling nous explique : « *Tout homme politique a pour mission de séduire son électorat, et l'un des moyens les plus simples d'y parvenir [...] consiste à jouer sur les normes de genre, car celles-ci sont très faciles à comprendre. Pour les hommes, il s'agit de montrer que l'on est un homme politique fort, déterminé, rationnel, hétérosexuel et séduisant. La tâche est relativement facile pour les hommes, car, dans la binarité des genres, ces caractéristiques [...] correspondent à la fois à la masculinité et à notre idée de ce qu'est un bon homme politique dans le cadre du patriarcat* » Cependant, professeure Sperling précise : « *Les femmes en politique sont dans une situation bien plus délicate, elles doivent marcher sur une corde raide bien plus marquée par les stéréotypes de genre. Les femmes doivent donc montrer qu'elles sont fortes, dures, déterminées et rationnelles, et, ce faisant, elles doivent contrer tous les stéréotypes que nous avons déjà sur les femmes* ». Dans le cas de Kristi Noem, cette tension perpétuelle entre identité politique et de genre est accentuée par le rôle militarisé qu'elle assume au sein du Département de la sécurité intérieure et de sa sous-agence, le service d'immigration et des douanes (ICE).

Ainsi, comme le souligne professeure Sperling : « *Les femmes doivent montrer qu'elles sont fortes, tenaces, déterminées et rationnelles, et, ce faisant, elles doivent aller à l'encontre de tous les stéréotypes que nous avons déjà sur elles. Elles n'ont donc pas d'autre choix. Elles doivent montrer qu'elles sont tenaces, et c'est pourquoi on voit ce genre de look militarisé.* » Elle poursuit : « *Mais le plus difficile pour les femmes, c'est que lorsqu'elles se comportent ainsi, elles ne sont pas des femmes "convenables". Il doit donc toujours y avoir un facteur modérateur, quelque chose pour rassurer ce public masculin sur le fait qu'elle n'a pas trop de pouvoir, qu'elle ne dépasse pas trop les normes de son genre. Donc, le Botox, les cheveux longs, le clone de Melania, vous voyez [...] elle essaie vraiment de naviguer dans le couloir très étroit des comportements acceptables pour les femmes en politique.* »

Le masculinisme débordant

Le patriarcat est bel et bien vivant. L'inclusion des femmes dans le mouvement MAGA ne promulgue en rien plus d'égalité, et nourrit au contraire une propagande idéologique qui s'intensifie sans relâche. C'est ainsi que la politique étrangère des États-Unis adopte à la fois une rhétorique masculiniste, mais aussi une attitude belligérante, qui fait écho aux structures patriarcales qui caractérisent la politique domestique du pays.

Entre les débordements machistes du deux fois divorcé secrétaire de la guerre Pete Hegseth, et les mises en scène médiatiques d'une virilité politique associée à la force militaire, le discours officiel propose un imaginaire de domination et de puissance masculin.

Quand les États-Unis bombardent une école primaire pour filles de Minab en Iran, ce n'est pas pour défendre la cause des femmes. ⃠

Marius Grieb
Éditeur Enquête

Stu Doré | Le Délit

Qui sont les agents qui patrouillent notre campus?

Une enquête sur Garda à McGill.

« L'Université McGill est à la recherche de patrouilleurs dynamiques et engagés pour assurer la sécurité de sa communauté universitaire », selon une annonce publiée sur le site web du Groupe de sécurité Garda S.E.N.C. (Garda), mieux connu sous le nom de GardaWorld. Cette entreprise canadienne de sécurité privée est sous contrat avec McGill depuis le 26 août 2024, et ce, jusqu'au 30 avril 2027.

Qu'est-ce que Garda?

Garda est l'une des plus grandes firmes de sécurité privée au monde. Elle offre des services de protection physique, de gestion de risque à l'international et de transport de valeurs et d'espèces. Plus récemment, *GardaWorld Federal*, une compagnie subsidiaire à Garda, a conclu une série de contrats avec l'ICE et l'État de la Floride pour gérer des centres de détention, dont celui d'Alligator Alcatraz. Dans une lettre ouverte à Jean-Luc Meunier, président et chef d'exploitation de GardaWorld, France-Isabelle Langlois, directrice générale d'Amnistie internationale Canada francophone dénonce les conditions de détention du centre, jugées comme « cruel[les], inhumain[es] et dégradant[es] et, dans certains cas, une torture ». Lorsque *Le Délit* a contacté Garda pour leur demander des précisions sur leur contrat avec Alligator Alcatraz, ils ont répondu que « *l'entreprise GardaWorld Sécurité ne fournit pas de services à Alligator Alcatraz (tdlr)* ». Le porte-parole de Garda a ensuite suggéré que l'on contacte plutôt « *la division de gestion des urgences de la Floride* ».

> « Plus récemment, *GardaWorld Federal*, une compagnie subsidiaire à Garda, a conclu une série de contrats avec l'ICE et l'État de la Floride pour gérer des centres de détention, dont celui d'Alligator Alcatraz »

Si, dans le contexte politique actuel, la potentielle association de Garda avec Alligator Alcatraz projette la compagnie sous le feu des projecteurs, cela fait déjà plusieurs années qu'elle se spécialise dans la gestion de centres de surveillance de l'immigration, aux États-Unis comme au Canada. De plus, Garda s'est déjà trouvé au cœur d'affaires jugées légalement et éthiquement ambiguës. En 2012, deux employés de Garda ont été arrêtés en Afghanistan après avoir été retrouvés avec 30 AK-47, des fusils d'assaut considérés illicites par les autorités. Cet incident n'est pas isolé : des cas similaires se sont également produits à Kaboul en 2014, et en Libye en 2023.

Aegis Group (Aegis), subsidiaire de Garda, a aussi été accusé de trafic humain. Lusambu Karim, employé par Aegis, raconte dans un témoignage rapporté par le gouvernement étatsunien, les conditions de travail déplorables dans une base militaire en Afghanistan pour lui et ses collègues ougandais. Il explique qu'à l'échéance de leur premier contrat la compagnie a refusé de le renouveler; incapable de rentrer chez eux, ils se sont trouvés contraint de travailler sans contrat ni protection. Garda a déclaré que Karim avait mal compris son contrat et qu'il a pu ensuite démissionner de son poste.

Un retour sur Garda à McGill

Sur le campus de McGill, ce n'est pas la première fois que Garda fait parler. Le 11 décembre 2024, environ quatre mois après le début du contrat de Garda avec l'Université, Asa Kohn, étudiante et membre de l'Association des étudiant.e.s diplomé.e.s employé.e.s de McGill, est impliquée dans une altercation avec un agent de Garda. Elle explique en entrevue avec *The Tribune* que, dans le cadre de son travail pour l'AÉUM, elle avait pour charge de répertorier la présence accrue d'agents de sécurité sur le campus. Alors qu'elle prenait en photo un groupe d'agents, l'un d'entre eux l'aurait attrapée par le bras, plaquée contre une porte et empêchée de partir. Dans un documentaire réalisé par *The Rover*, des extraits vidéos montrent que l'agent en question arborait le badge de GardaWorld sur sa manche (15:44). On entend aussi une voix au téléphone : « *Est-ce que quelqu'un peut venir au bâtiment 1-31, bureau du portier? Une étudiante filmait les Garda alors qu'ils remplissaient la machine bancaire. Garda l'a contre le mur* » (17:22). Dans des courriels publiés par *The Rover*, l'Université McGill nie toute relation avec les individus impliqués dans l'incident, soutenant qu'il s'agit d'agents indépendants. Dans une entrevue avec *Le Délit*, Cecelia Callaghan, étudiante et activiste à McGill, partage ses interactions avec des agents de Garda. « *La plupart du temps, ils ne faisaient que m'attraper et me tirer de force hors de la ligne de piquetage* », raconte-t-elle, « *personnellement, je n'ai jamais été physiquement blessée* ». Ce n'est pas le cas de tout le monde : l'une de ses amies aurait été amenée aux urgences après avoir été piétinée à la suite d'une altercation avec des gardes. « *Ce semestre d'automne, le comportement de Garda était nettement plus violent que l'année dernière* », estime Cecelia. Elle poursuit : « *Une autre de mes amies s'est retrouvée coincée dans une porte, et les gardes ont refusé de la rouvrir pour qu'elle puisse partir. Elle avait la jambe couverte d'hématomes.* »

En novembre 2025, de nombreux départements de l'Université ont déclaré la grève en soutien à la Palestine. Cette période a été marquée par une présence accrue de gardes et de policiers sur le campus. Des vidéos publiées sur le compte Instagram @shutitdownstrikes (dont *Le Délit* n'a pas pu confirmer l'authenticité) révèlent le comportement violent et agressif des gardes de sécurité, qui invectivent les manifestants et à les déplacent de force. Si, à première vue, on peut observer deux types d'uniformes parmi les agents de sécurité – Garda et BEST – ces compagnies ne sont pas distinctes. BEST est en effet une compagnie subsidiaire à Garda spécialisée dans la gestion de foule.

D'après Cecelia, le comportement des agents de Garda est parfois problématique : « *On est juste des étudiants. Ce ne sont pas des policiers.* » Elle raconte : « *Il y a eu plusieurs instances où ils nous suivaient hors du campus, jusque dans Milton Park. C'était assez effrayant.* »

Des influences extérieures

Les comportements de Garda s'inscrivent dans le cadre de leur contrat avec l'administration McGill. Dans un courriel adressé au président de l'Université, Deep Saini, et à la vice-rectrice principale aux études, Angela Campbell, la professeure de philosophie à McGill Marguerite Deslauriers s'enquiert sur les raisons qui ont mené les gardes de sécurité à interrompre son cours PHIL 242, le 19 novembre 2025. *Le Délit* a obtenu une copie du courriel qui avait été partagé avec les étudiants inscrits, dont le cours avait été perturbé. La professeure Deslauriers y explique sa décision de maintenir son cours malgré la grève. Elle précise avoir suivi les conseils de l'administration de McGill en invitant certains étudiants manifestants « *à faire part brièvement de leurs points de vue à la classe et permettre un moment de discussion avec les étudiants présents* ».

Sixtine Nicolaÿ, Stu Doré | Le Délit

D'après Deslauriers, qui cite des courriels de l'administration, les agents de sécurité étaient censés intervenir seulement si « *l'instructeur demandait de l'aide* ». McGill avait garanti que « *le rôle des agents n'est pas d'interrompre, mais plutôt d'aider à préserver la sécurité de tous les partis* ». La professeure affirme ne pas avoir fait appel aux gardes ; ces derniers étaient déjà présents dans la salle de classe à son arrivée. Malgré les demandes de Deslauriers, les gardes ont « *retiré de force les manifestants invités* », citant des directives de l'administration et l'opinion de « *certains parents qui objectent que les cours de leurs enfants soient perturbés* ».

Les arguments de l'Université

McGill reste toutefois constante dans sa position en faveur de Garda. Une porte-parole de l'Université explique : « Afin d'assurer la sûreté et la sécurité d'environ 40 000 étudiants, 12 800 employés, 218 bâtiments, deux campus et de nombreux visiteurs, l'Université McGill s'appuie sur des employés internes et un fournisseur externe. Les besoins de McGill en matière de sécurité varient selon les activités récurrentes et les événements spéciaux. » Ce sont les mêmes arguments qu'emploie Fabrice Labeau, vice-recteur de l'administration et des finances, dans une réponse aux questions du Sénat de l'AÉUM. Labeau adresse l'augmentation du budget total alloué aux salaires et équipements de sécurité, qui était de 5 849 493, 27$ en 2019, et est maintenant de 8 006 605, 27$. De cette somme, moins de deux millions de dollars sont alloués au salaire des employés de McGill, le reste (environ six millions) est réservé aux fournisseurs externes dont fait partie Garda. Labeau explique : « *Comme c'était le cas durant la pandémie de COVID-19, la communauté mcgilloise est en ce moment en train de vivre des circonstances exceptionnelles qui nécessitent une sécurité accrue.* » Il cite aussi l'inflation comme un facteur déterminant de cette augmentation de budget.

Sur la question éthique, la porte-parole affirme que, « conformément à son Code de conduite des fournisseurs, McGill exige que tous ses fournisseurs respectent les droits de la personne ». Elle précise que l'Université se conforme aux principes énoncés dans les cadres de référence annexés à la déclaration.

Le guide des Nations Unies, l'un des documents servant de « cadre de référence » à l'Université McGill, indique qu'une entreprise est complice lorsqu'elle « *contribue, ou paraît contribuer à des incidences négatives sur les droits de l'homme causées par des tiers* » et si elle « *bénéficie de l'atteinte [aux droits de la personne] commise* ». Même si Garda n'est pas directement responsable des violations aux droits de la personne et au droit international perpétrées par l'ICE, elle en bénéficie probablement : avec des postes, des contrats, et des nouvelles opportunités. Comme l'affirme en 2012 Stéphan Crétier, directeur général et fondateur de Garda : « *Naturellement, les périodes de trouble sont [...] très souvent bonnes pour les affaires.* »

L'opinion des étudiants

Un plébiscite organisé par l'AÉUM en avril 2025 révèle que la majorité du corps étudiant, près de 65 %, se sentait déjà mal à l'aise avec la présence accrue des agents de sécurité sur le campus. Quand *Le Délit* a demandé à Cecelia si elle pensait que ce chiffre pourrait changer si un nouveau plébiscite était réalisé aujourd'hui, elle a acquiescé. « *Cela dépend surtout de si les gens sont au courant de la polémique,* » nuance-t-elle, « *mais s'ils savaient, je pense que oui* ». *Le Délit* a questionné plusieurs étudiants, et ce jugement semble se confirmer. Noor Alabed exprime d'abord sa surprise lorsqu'elle est mise au courant du lien présumé entre Garda et *Alligator Alcatraz*. Elle admet se sentir un peu mal à l'aise avec leur présence.

Pour Cecelia, une partie non négligeable de la communauté étudiante à McGill est impliquée, voire personnellement touchée : « *Je discutais avec une amie latino-américaine l'autre jour. Certains membres de sa famille n'ont pas de papiers. Elle se sentait très mal à l'aise avec la présence de Garda sur le campus.* »

Le 13 février 2026, un groupe d'étudiants mcgillois s'organise et crée son propre détachement pour se joindre à une manifestation anti-Garda à la Place Vertu. Hannah Marder-MacPherson, étudiante à McGill et manifestante, critique la complicité de Garda – et indirectement de McGill – au niveau des crimes commis par l'ICE. « *La même compagnie qui va commettre des violations des droits humains patrouille dans notre campus* », déplore-t-elle. « *Cela nous implique directement en tant qu'étudiants mcgillois : c'est bien possible que ce soit notre argent qui paie GardaWorld, et donc, indirectement, qui aide l'ICE.* »

« *Ce ne sont pas les gardes individuels avec qui j'ai un problème, pas vraiment* », commente Cecelia lors de notre entrevue, « *ce sont juste des gens qui veulent un travail qui paie bien.* » Elle explique que c'est le système en lui-même qui lui pose souci, et les structures bureaucratiques qui dissimulent des crimes et empêchent toute véritable reddition de comptes.

Félix Fournier | Le Délit

Le point presse de Garda affirme que l'entreprise « *respecte la capacité des individus à exprimer leurs opinions, mais refuse de commenter sur le sujet précis de ces opinions* ». Il maintient : «*Notre priorité reste la sécurité de toutes les personnes et de tous les actifs sur les sites desservis par nos équipes.* »

Quel futur pour Garda à McGill?

Le rapport de d'ISO (organisation international de standardisation) sur l'approvisionnement responsable, l'un des documents procurés par la porte-parole de McGill, encadre les politiques d'acquisition de l'Université en y intégrant des régulations et recommandations éthiques. Le rapport explique que « *ce qu'une organisation achète, à qui elle l'achète et la manière dont elle utilise les biens et services une fois acquis peuvent avoir une influence considérable [...] sur sa réputation* ».

Les principes directeurs des Nations Unies auxquels souscrit McGill proposent la « diligence raisonnable » comme méthode pour examiner efficacement les problématiques éthiques et les enjeux qui y sont continus. Le guide précise les degrés de responsabilité variable, soulignant qu'une entreprise directement impliquée n'a pas le même devoir qu'une organisation « impliquée seulement [...] par une relation commerciale ». Dans un tel cas, il admet que la situation est plus compliquée et déclare que « si l'entreprise a le pouvoir de prévenir ou d'atténuer l'incidence négative, elle doit l'exercer ». Si cela n'est pas possible, le guide est clair : « Elle devrait envisager de mettre un terme à la relation. »

Questionnée quant au futur de Garda sur le campus, Cecelia s'esclaffe, un peu amèrement : « *Je ne pense pas que ce soit une demande déraisonnable de réduire les contrats avec GardaWorld, mais je sais que ce n'est pas très réaliste si l'on se fie au comportement passé de McGill.* »

La position de Noor Alabed est plus modérée. Elle explique que McGill aura toujours besoin de gardes, et se demande s'il est vraiment possible de garantir l'intégrité d'une compagnie fournissant de tels services : « *L'industrie de sécurité privée sera toujours un peu controversée.* » ⃠

Héloïse Durning
Éditrice Actualités

« Un plébiscite organisé par l'AÉUM en avril 2025 révèle que la majorité du corps étudiant, près de 65 %, se sentait déjà mal à l'aise avec la présence accrue des agents de sécurité sur le campus »

« Comme c'était le cas durant la pandémie de COVID-19, la communauté mcgilloise est en ce moment en train de vivre des circonstances exceptionnelles qui nécessitent une sécurité accrue »

- Fabrice Labeau

« Même si Garda n'est directement responsable des violations aux droits de la personne et au droit international perpétrées par l'ICE, elle en bénéficie probablement »

HISTOIRE

Pourquoi le L est en premier dans LGBTQ+

Le rôle des lesbiennes pendant l'épidémie du sida.

On peut observer en ce moment une montée des tensions et des divisions au sein même de la communauté LGBTQ+. Des groupes de personnes s'identifient comme gais, remettent en question la légitimité de la présence du T (transgenre) dans l'acronyme LGBT, expliquant que, pour elles, la transidentité n'a pas de rapport avec leur sexualité. Ce genre de discours s'intègre dans un climat de plus en plus hostile aux personnes LGBTQ+, à la fois dans la société, mais également au sein de leur propre communauté. Avec l'avènement de tensions intracommunautaires, l'ordre actuel de l'acronyme LGBTQ+ nous renvoie à une période de solidarité entre les différentes identités.

> « Cette solidarité inattendue symbolise la capacité [...] de ces groupes à s'unir dans l'adversité »

L'ordre des lettres n'a pas toujours été celui que l'on connaît aujourd'hui. En effet, dans les années 60 et 70, le terme GLBT était le plus répandu. Cela reflétait la domination des hommes gais aussi bien par le nombre de bars et d'espaces qui leur étaient consacrés que par leur représentation relativement disproportionnée dans les milieux militants. Car, même si les différents groupes de la communauté partageaient des expériences d'oppression similaires, la question de l'intersectionnalité – c'est-à-dire le cumul des différentes formes de domination ou de discrimination – peut expliquer un sentiment de supériorité que certains hommes homosexuels blancs pouvaient ressentir. Il existait notamment une hostilité assez importante entre les hommes gais et les femmes lesbiennes, influencée en partie par un sexisme flagrant ancré dans les structures patriarcales de l'époque.

Cependant, l'épidémie du sida a modifié le rapport entre les deux groupes. Au cours de cette crise, les hommes homosexuels, qui en étaient les principales victimes, ont souvent été abandonnés, que ce soit par le gouvernement ou plus largement par la société. La stigmatisation et la marginalisation des homosexuels ont conduit certains professionnels de la santé à refuser de traiter les personnes atteintes du sida.

Une solidarité en temps de crise

C'est dans ce contexte de détresse importante que des groupes de lesbiennes se sont formés, notamment afin d'organiser des dons de sang. En effet, les patients atteints du VIH souffrent souvent d'anémies et nécessitent de nombreuses transfusions. Mais, dans l'objectif d'éviter la contamination des réserves, de nombreux gouvernements avaient décidé de bannir le don aux hommes qui avaient des relations sexuelles avec d'autres hommes, aggravant la pénurie de sang. Les femmes lesbiennes, n'ayant aucune restriction administrative du même style, ont décidé de s'organiser afin de mettre en place des récoltes. Une des organisations de *Blood Sisters* les plus connues est celle de San Diego, qui a réussi à organiser 12 collectes sur une décennie, témoignant d'un soutien indéfectible à la communauté.

Ce soutien ne se limitait pas aux dons de sang. Nombreuses étaient les femmes lesbiennes qui se portaient volontaires pour travailler en tant qu'infirmières dans les hôpitaux. Elles apportaient aussi un soutien psychologique en rendant visite aux hommes atteints du sida, qui étaient souvent délaissés par leur famille. Certaines de ces femmes allaient jusqu'à ouvrir des hospices dans leurs propres maisons afin d'offrir aux personnes mourantes la possibilité de finir leur vie dans un environnement plus paisible.

Un symbole d'unité

Cette solidarité inattendue de la part d'une communauté qui avait souvent été méprisée par les hommes gais symbolise la capacité de ces groupes à s'unir dans l'adversité. Si le terme LGBT était déjà quelque peu utilisé, la démocratisation de son emploi dans cet ordre précis témoigne d'une reconnaissance particulière envers la communauté lesbienne.

Stu Doré | Le Délit

Sixtine Nicolaÿ
Éditrice Coin Queer

CULTURE POP

L'art du drag et la liberté d'expression

La performance de genre comme vecteur de progrès social.

Dans le canon populaire, l'art du drag est représenté par un homme cisgenre (assigné au sexe masculin à la naissance) qui se déguise en femme dans le but de divertir. Cette forme de drag est fréquemment retracée à l'époque shakespearienne, quand tous les rôles d'une pièce étaient joués par des hommes. Le drag dans cette forme anglo-saxonne trouve officiellement ses origines dans l'exclusion des femmes au théâtre. Cependant, le drag a été, et est encore un vecteur de libération et de progrès pour les femmes.

Un problème de cadrage

Réduit à cette présentation la plus connue, un homme déguisé en femme est perçu par certains comme une consommation de la féminité assimilée aux spectacles de ménestrels, aussi appelé *Blackface*. À Hollywood, ce déguisement de genre a pu être utilisé comme une manière de peindre une caricature exagérée de la femme ou bien représenter un dégoût envers les femmes trans. Dans le film culte *FBI : Fausses blondes infiltrées* (*White Chicks*) de 2004, la performance des deux acteurs afro-américains Marlon Wayans et Shawn Wayans, en jeunes femmes riches et blanches, sert à articuler une critique du privilège blanc et économique tout en s'appuyant sur un humour misogyne qui rend le déguisement acceptable aux yeux du grand public. Malgré les nombreux problèmes qui émanent de ce jeu de scène qui puise dans un répertoire hétérosexuel et cisgenre, le drag apporte une opportunité de critique inaccessible dans d'autres contextes. Cependant, réduire l'art du drag à son itération construite par la majorité hétérosexuelle, parce qu'elle en est la forme la plus visible, revient à négliger entièrement l'art du drag dans les mains des minorités.

Un outil de lutte

Manié par des groupes marginalisés, le drag est un outil historique de transgression et d'opposition. Cette forme d'art vise à déconstruire les normes patriarcales de beauté, de genre et plus largement les structures de pouvoir en place, notamment raciales et capitalistes. Les artistes fondamentalement en dehors de ce qui était accepté socialement pour leur pauvreté, leur ethnie ou leur déviance, comme la troupe de drag des Cockettes, sont définis par une provocation politique et une remise en question totale des systèmes d'oppression. Un film plus connu et grand public, *À Wong Foo, merci pour tout Julie Newmar* de 1995, peint l'image de drag queens qui apportent une créativité et une libération artistique à une petite ville rurale. Créées en collaboration avec des membres de différentes communautés souvent reléguées à l'arrière-plan sur la scène politique, ces instances de drag élargissent la définition, ainsi que la position de la femme dans la société. Ce film comique réussit à remettre en question les formes de violences et de répressions banalisées, notamment les violences domestiques et policières.

Transidentité et drag

De plus, le rapport entre la présentation de genre et l'identité est complexe et le drag offre un espace d'expression qui n'est autrement pas toléré dans la vie publique. L'expérience avec le genre sur scène accorde une certaine liberté, une place et une représentation de la beauté non conforme aux attentes d'un monde cisgenre.

Le drag au masculin

Le drag au masculin est beaucoup moins accepté et visible sur nos écrans. Dans un contexte patriarcal, les *drag kings* contredisent la compréhension de l'homme comme la figure par défaut de l'humanité en révélant ses artifices. De plus, l'art des *drag kings* est un moyen historique pour des artistes nées femmes de survivre et de se faire une place dans les domaines qui sont autrement inaccessibles. De Jeanne d'Arc au 15*e* siècle à Gladys Bentley au 20*e* siècle, se déguiser en homme a pu permettre aux femmes, autant cis, hétéros, que queers, d'assurer leur indépendance et leur sécurité, notamment sur le plan économique.

Félix Fournier | Le Délit

Aujourd'hui la diabolisation du drag est l'un des points centraux du projet de l'administration Trump, qui déclare mener une politique « anti-woke » dans le but de protéger les enfants. La réaction aussi violente au drag est un symptôme de problèmes sociaux plus larges. Si le drag, la représentation de la féminité, est perçu comme intrinsèquement sexuel, cela reflète une vision des femmes réduite à des objets de reproduction ou de plaisir sexuel. Le drag reste tout de même populaire et ancré dans nos médias, sa continuité garantit la liberté d'expression la plus radicale.

Félix Fournier
Photographe

Nos autrices

L'équipe vous partage ses recommandations de lecture.

Marius : Avocate, militante et autrice, Gisèle Halimi est une héroïne sans équivoque! Armée d'un talent d'éloquence et d'un caractère intransigeant, elle a confronté l'injustice partout où elle a osé se montrer. Que ce soit dans ses livres, dans ses discours ou devant un procureur, elle a défendu ses convictions humanistes et anticoloniales sans répit ni compromis. Je vous conseille de commencer avec son pamphlet *Plaidoirie pour l'avortement* et son roman *L'étrange Monsieur K.*

Timotée : Poète et romancière franco-égyptienne d'origine libanaise née au Caire, Andrée Chedid s'inspire de son identité plurielle dans ses textes. Ses poèmes réconcilient les cultures et racontent une humanité commune qui dépasse les frontières. Par un style simple et lumineux, Andrée Chedid fait émerger une compassion solidaire capable de surmonter les divisions.

Aurélien : Romancière française d'origine algérienne, Alice Zeniter raconte extraordinairement l'Algérie de sa famille à partir des années 1930, dans son ouvrage *L'Art de perdre*. Un récit essentiel afin de comprendre la guerre d'Algérie du point de vue des harkis, ces Algériens qui travaillaient pour la France coloniale et qui se sont vus rejetés par leur société à l'issue du conflit. Il raconte enfin leur exil suivi de leur installation éprouvante en France, marquée par le racisme et une société désireuse d'oublier la guerre et ses acteurs. Un travail de mémoire réussi avec brio par Zeniter sur lequel il faut se pencher afin de comprendre la France moderne.

Juliette A. : Mes sens de méditerranéenne se sont réveillés sous les mots parfaits de Colette dans *Le blé en herbe*. Colette révèle à chaque page une nouvelle odeur, et m'a fait entendre les cigales grésiller même à des milliers de kilomètres de la côte bretonne où se déroule l'intrigue. Ses livres sont des odes à la nature, réalistes et poétiques, qui illustrent merveilleusement aussi son engagement féministe, elle qui a écrit sous le nom de son mari pendant de nombreuses années afin de pouvoir être publiée. Elle est à lire absolument.

Antoine : Anne Hébert. Une femme grandiose, dont l'écriture troublante nourrit une dépendance quelque peu maladive pour tout ce qu'elle a produit. Pionnière de la littérature québécoise et du féminisme littéraire, et, n'en déplaise à Eugénie, l'autrice la plus importante du canon littéraire québécois. Vous serez hantés à jamais par *Le torrent* ou *Les Enfants du sabbat* – et vous en redemanderez.

Héloïse : Les romans qu'on lit en grandissant nous construisent en tant que personnes, et c'est pour cette raison que je me dois de mentionner Evelyn Brisou-Pellen. Romancière prolifique, elle a plus de 130 ouvrages à son nom, notamment la saga *Le manoir* et la trilogie *Ysée*. Si l'on retrouve ces œuvres dans la section « jeunesse » en librairie, ce n'en sont pas moins des récits captivants qui s'inscrivent dans des univers historiques détaillés et envoûtants.

Sixtine : Margaret Atwood est l'autrice canadienne de *La servante écarlate*. Ce roman de fiction spéculative est marquant, car il évoque nombre de dérives actuelles. Plongé dans un monde où les États-Unis sont devenus une théocratie et où le corps des femmes est réduit à une machine de reproduction, *La servante écarlate* n'est pas une simple histoire, mais un rappel qu'il faut rester vigilant, car nos droits ne sont jamais acquis.

Dalia : Une autrice à lire absolument : Audre Lorde, essayiste, poétesse et militante. Ses œuvres sont des incontournables pour ceux et celles qui souhaitent se plonger dans la littérature féministe intersectionnelle. Ses différents essais et poèmes sont poignants d'humanité et d'empathie. Y figure l'impératif de développer une solidarité intercommunautaire, et de permettre l'autonomisation des femmes et des minorités visibles. Lorde ne mobilise pas uniquement le « *care* » dans ses recueils : on y perçoit parallèlement une colère. Une colère saine, nécessaire et humaine face aux violences constantes des structures étatiques et capitalistes, qui marginalisent toujours davantage les minorités visibles.

Eugénie : Gabrielle Roy est, à mon sens, l'autrice la plus remarquable de la littérature québécoise. On la connaît surtout pour *Bonheur d'occasion* – avec raison, c'est un chef-d'œuvre – mais vous gagneriez également à lire *Alexandre Chenevert*, ou *Rue Deschambault*. J'ai lu ces livres il y a trois ans et certaines phrases m'habitent encore aujourd'hui. Mention spéciale pour les pièces de théâtre de Yasmina Reza, que je recommande tout le temps, à tout le monde.

Félix : La plupart des œuvres de Heather O'Neill se déroulent dans la ville de Montréal et mettent en scène des femmes et filles, dans des conditions économiques précaires. Entre contes de fées et réalités traumatisantes, les romans d'O'Neill ont trouvé une place respectée dans le canon littéraire canadien. L'écrivaine anglophone intègre systématiquement des mots français pour dépeindre son monde fictif, brutal et beau, car elle revendique sa présence dans la vie montréalaise. Elle a récemment travaillé avec l'autrice québécoise Dominique Fortier pour la traduction de ses livres.

Elie : Impossible de parler de littérature sans évoquer Marguerite Duras, ou plus particulièrement *L'Amant*, où l'intimité et la sensualité se mêlent dans une écriture délicate et profondément sensible. Son essai *Écrire* offre aussi une méditation lucide et inspirante sur l'acte de l'écriture. Sinon, je vous recommande également Shelley Saywell, cinéaste documentaire, qui vient tout juste de publier son mémoire *If Only Love*, un livre à la fois beau et déchirant, qui risque de vous faire pleurer tout en vous redonnant foi en l'amour.

Catherine : Romancière, scénariste et réalisatrice québécoise, Anaïs Barbeau-Lavalette est une autrice incomparable. Ses écrits explorent en profondeur l'identité féminine et mettent en valeur la complexité du rôle de mère. C'est avec une plume extraordinaire qu'elle donne une voix à divers personnages invisibilisés et qu'elle dépeint les difficultés vécues par ces derniers avec justesse. Elle aborde notamment l'importance de la quête de liberté, de l'affranchissement de soi et du bris des normes sociales dans son roman *La femme qui fuit*, dans lequel une mère quitte sa famille dans l'espoir de vivre une vie insoumise.

Catvy : Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les territoires palestiniens, Francesca Albanese est une voix qui refuse de se taire face au génocide en Palestine. Entre *Palestinian Refugees in International Law* (2020), *J'accuse. Gli attacchi del 7 ottobre, Hamas, il terrorismo, Israele, l'apartheid in Palestina e la guerra* (2023), et *Quand le monde dort : Récits, voix et blessures de la Palestine* (2025), Albanese mélange expériences personnelles et analyse juridique afin d'appeler à une résistance à l'hégémonie de l'ordre mondial actuel.

Jiayuan : Si je dois nommer une autrice qui m'a marquée au cours de la dernière année, c'est sans doute Leïla Slimani, sur qui j'ai même écrit un article. Dans son roman *Chanson douce*, qui a remporté le Prix Goncourt en 2016, elle trace des portraits psychologiques vifs et examine les questions de classe, de race et de la place des femmes dans le contexte du 21*e* siècle à travers une plume acérée.

Rose : Annie Ernaux est lauréate du prix Nobel de littérature en 2022 et son œuvre à saveur autobiographique est un incontournable. Elle s'attaque à des sujets ayant marqué sa vie : les droits de la femme, dont l'avortement, le transfuge de classe, les relations parent-enfant et la place de l'individu dans la société. La plume d'Ernaux est percutante : elle sait se distancer des événements et en offre un rendu qui se veut objectif, descriptif, une simple évocation des faits. Une œuvre marquante qu'il faut lire (et relire).

Juliette E. : Je ne peux pas en choisir une seule : Natasha Kanapé Fontaine, Dominique Fortier, Abla Farhoud, Naomi Fontaine, Jane Austen, Agatha Christie, Amélie Nothomb, Élise Gravel... La littérature est aussi orale, musicale, scénique, et bande dessinée, et les femmes en sont de plus en plus les voix essentielles.

Salma : Fred Vargas, autrice française de romans policiers captivants, tels que *L'Homme à l'envers*.

Sois belle et tais-toi

Petit guide pratique pour écarter les femmes du canon littéraire.

Un complexe de supériorité. C'est tout ce qu'il a fallu pour qu'un beau jour, l'homme devienne le sexe fort. Ce sexe fort auquel il faut obéir, devant lequel il faut baisser la tête. Le pouvoir masculin, en plus d'être considéré comme l'autorité suprême aux yeux de Dieu (mais quel misogyne, celui-là), se voit octroyer le droit exclusif d'écrire des chefs-d'œuvre. La prose, les récits, les personnages de Balzac, Hugo, Tolstoï et Shakespeare ont bâti la littérature d'aujourd'hui. Nous sommes des nains perchés sur les épaules de géants, pour reprendre la métaphore de Bernard de Chartres. Heureusement pour nous, du haut de notre perchoir, nous pouvons corriger les erreurs de nos prédécesseurs.

Ne nous voilons pas la face, lorsqu'on songe aux grands noms de la culture avec une perspective eurocentrée, tout particulièrement en littérature ; ce sont des hommes et ils sont blancs. Et si notre esprit s'égare à tout hasard vers les femmes? Après Simone de Beauvoir, Mary Shelley et Virginia Woolf, bien des esprits sont vides. L'exercice est compliqué. Encore davantage si on s'attarde à tout ce qui précède le 19*e* siècle.

C'est la sécheresse totale dans le cerveau de bien des gens. Le vôtre, peut-être. Mais ne craignez rien, ce n'est pas de votre faute. Cette absence de figures féminines dans le canon littéraire tient à une multitude de facteurs qui se résument à l'oubli. Un oubli collectif. Un oubli volontaire.

Un oubli qui remonte à l'Antiquité

Les autrices féminines ont péniblement gagné leurs lettres de noblesse. Leurs œuvres ont quant à elles été rayées des cursus académiques depuis les écoles palatines de Charlemagne. Le problème ne tient pas à un manque d'autrices. En 1678, *La Princesse de Clèves* est publié anonymement par Madame de Lafayette. En 1807, Germaine de Staël publie *Corinne ou l'Italie*. Bien avant elles, vers l'an 120, Ban Zhao, la première historienne et écrivaine féminine chinoise, laisse sa trace. Et aux 7*e* et 6*e* siècles avant Jésus-Christ, Sappho de Mytilène, poétesse pionnière, est à l'origine du lyrisme. L'imaginaire collectif a l'audace de se souvenir d'elle seulement pour ses préférences amoureuses ô si scandaleuses. Réflexe du sexe barbare : placer la sexualité d'une femme autant que Christine de Pizan, Héloïse de Crenne, Marie de France, Marie de Gournay ou Riccoboni. Sans compter celles poussées dans l'oubli, effacées et inatteignables, même pour les esprits les mieux intentionnés.

La société continue de voir d'un mauvais œil les publications féminines après la Renaissance. Ce n'est pas sans raison que ce`rtaines se cachent, comme Aurore Dupin, connue sous le nom George Sand, qui adopte un pseudonyme masculin. Être un homme n'est pas qu'un net avantage lors de la publication d'ouvrages, c'est la clé de la pérennisation d'une quelconque œuvre littéraire.

Dans l'ombre des projecteurs

Le proverbe « derrière chaque grand homme se cache une grande femme » est plus littéral qu'on aurait pu le croire. Sa formulation pourrait toutefois être améliorée : derrière chaque grand homme est cachée une femme. L'intelligence n'étant pas une qualité existant seulement chez les hommes, les femmes ont elles aussi produit des chefs-d'œuvre… sans toujours en récolter le crédit. Les femmes ne se cachaient pas toutes volontairement derrière le « talent » de leur mari sans broncher. Et c'est tant mieux.

Certaines femmes n'ont pas traversé l'enfer, mais ont tout de même été pénalisées. C'est le cas de Vera Nabokov, née Slonim, qui a abandonné sa propre carrière d'écrivaine pour faire fleurir celle de son mari, Vladimir Nabokov. Bien que ce dernier l'ait remerciée avec maintes effusions de tendresse dans ses écrits, le monde a été privé de la prose de Vera Nabokov. Un sacrifice fait par maintes femmes, que l'Histoire continue de plonger dans le gouffre de l'anonymat. *Gatsby le magnifique*, ce classique racontant les années folles, est rédigé par F. Scott Fitzgerald. Ou plutôt, en collaboration avec Zelda Sayre Fitzgerald. Le roman serait fortement inspiré de lettres écrites par Zelda Sayre, que son mari aurait plagiées. De la même façon, William Wordsworth a volé des descriptions et des bribes de journaux intimes à sa sœur, Dorothy Wordsworth, et sa femme, Mary Wordsworth. Henry Gauthier-Villars, dit Willy, lui, usait d'une tactique plus directe : il enfermait sa femme, Sidonie-Gabrielle Colette, jusqu'à ce qu'elle produise une quantité de prose qu'il jugeait suffisante. Colette est l'une des rares à obtenir une fin heureuse : elle laissera son mari, publiera sous son propre nom de famille et connaîtra enfin la renommée qu'elle mérite.

L'intersectionnalité : le double désavantage

Quelques noms féminins ont été retenus par le canon littéraire : Beauvoir, Woolf, Plath et Shelley entre autres. Mais il y a encore discrimination, effacement, silence. Ces femmes entrées dans le canon littéraire sont presque exclusivement blanches. Si la place faite aux femmes dans les « classiques » est mince, celle faite aux femmes d'une minorité visible est encore plus fine… presque risible.

> « L'Histoire – lire ici les hommes blancs au pouvoir et l'Église – voudrait bien nous faire croire qu'aucune femme de la Renaissance n'était capable d'écrire »

> « Il ne devrait pas y avoir un canon littéraire inclusif. Il devrait seulement y avoir un canon littéraire »

L'imaginaire collectif se plaît à imaginer que, si de telles œuvres ne sont pas immensément connues, c'est qu'elles n'existent pas ou qu'elles ne le méritent pas.

Catvy Tran | Le Délit

Nous tombons dans le piège classique de l'invisibilisation de la femme et du principe du mérite. Le rêve américain de la littérature, cette innocence et cette volonté de croire que tous sont égaux dans la quête de l'immortalité littéraire. L'heure des désillusions a sonné : dans le canon, les hommes, blancs, nagent dans le privilège. Dans la Bibliothèque de la Pléiade, collection prestigieuse des éditions Gallimard qui recèle une certaine autorité littéraire, 21 ouvrages sont publiés par des femmes sur un total de 546. Les femmes constituent donc seuls 3,8 % de cette collection adulée. Mais dans cette grande course à la postérité, les femmes blanches suivent les hommes de près.

À la croisée du sexisme et du racisme, les femmes de minorités visibles sont tirées vers le néant. Alice Walker, une Afro-Américaine qui a reçu le prix Pulitzer pour son ouvrage *La couleur pourpre* en 1983 devrait entrer sans plus de questions dans le canon. Toni Morrison, une femme afro-américaine, est la première femme racisée à gagner le prix Nobel de littérature. Le prix lui est décerné en 1993, il y a à peine 33 ans. An Antane Kapesh, avec son roman *Je suis une maudite Sauvagesse*, fonde la littérature autochtone au Canada. Les mentions de son œuvre marquante sont maigres. Même chose pour Ann Petry : elle est la première femme noire à vendre plus d'un million de copies avec son roman *La rue*. Mais bien sûr, ce n'est jamais Walker, Morrison, Kapesh ou Petry que nous avons sur le bout de la langue quand il est temps de parler de grands auteurs. Le canon littéraire a longtemps exclu et continue d'exclure les femmes des minorités visibles en admettant leurs œuvres de peine et de misère.

Un double canon

L'autorité des prix et récompenses littéraires a beau être biaisée et comporter plusieurs défauts, elle a finalement reconnu le talent d'écrivaines de minorités visibles. Pourquoi la société ne le reconnaît-elle pas, elle aussi? Il semble y avoir un double canon : un canon blanc, « traditionnel » – j'insiste sur ces guillemets – et un canon moderne, « inclusif ».

Il ne devrait pas y avoir un canon littéraire inclusif. Il devrait seulement y avoir un canon littéraire. Point.

Bien sûr, il faut acclamer les efforts de diversification des listes de lecture, qu'elles soient personnelles ou scolaires. Il faut encourager les défis littéraires qui poussent le lectorat à découvrir des œuvres asiatiques, africaines, autochtones. Célébrer la décentralisation de l'Occident dans le canon littéraire est essentiel, mais cela ne devrait pas être considéré comme un effort surhumain méritant nos louanges.

En 2026, diversifier ses lectures et ouvrir ses perspectives devrait être un acquis. L'intégration des femmes, de *toutes* les femmes méritantes, dans le canon littéraire devrait aller de soi. Et pourtant, un vent de masculinisme souffle sur notre société, s'acharnant vainement à nous faire croire que l'excellence humaine se trouve chez ce mythique mâle alpha. ⦸

Rose Langlois
Éditrice Culture

« J'étais féministe, je le suis toujours »

Retour sur la projection spéciale de *Varda par Agnès* au cinéma du Parc.

À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, le 8 mars dernier, l'équipe Cinéma Cinéma nous a proposé trois films mettant en lumière l'expérience des femmes. *Le Délit* en a profité pour s'infiltrer au Cinéma du Parc, où a eu lieu la projection du documentaire posthume de la cinéaste française et figure emblématique de la Nouvelle Vague, Agnès Varda – *Varda par Agnès* (2019). Le long-métrage retrace divers moments marquants de la carrière artistique de Varda et condense près de soixante ans de carrière en deux heures. La diffusion est suivie d'une discussion avec Viva Paci, professeure à l'École des médias de l'UQAM.

Le documentaire s'ouvre ; l'arrière-plan est flou. La musique baroque plonge le public dans une ambiance presque sacrée jusqu'à la mise au point sur une chaise sur laquelle est inscrit : AGNES V. Dos à la caméra, Agnès Varda, 90 ans, s'y installe. C'est le début d'un retour biographique de la « grand-mère » de la Nouvelle Vague française. Varda n'était pas seulement la seule femme parmi les figures fondatrices de ce mouvement anticonformiste né à la fin des années 1977 : elle en fut également une précurseure.

Non à l'objectification

« Elle se distingue dans la façon qu'elle s'inclut et narre dans ses films », affirme Viva Paci à propos de la démarche créative chez Agnès Varda. Malgré la domination masculine du domaine, la cinéaste ne s'est jamais laissée emporter. En tant qu'avant-gardiste féministe, elle résume sa pratique en trois mots : « inspiration, création et partage. » Elle s'inspire de la vie, particulièrement de la vie des femmes, crée des œuvres à travers un regard critique et partage sa vision du monde. Sous sa caméra, les femmes sont belles, mais surtout fortes et résilientes. Tout comme leur réalisatrice, elles ne manquent jamais d'agentivité.

Dans l'un des films les plus connus de Varda, *Cléo de 5 à 7* (1962), la chanteuse Cléo attend avec inquiétude le résultat d'un examen médical. Face à l'insensibilité de son entourage qui réduit son angoisse face à la mort à de simples caprices devant une chanson macabre, Cléo s'insurge : « Mais c'est vous qui faites de moi une capricieuse! [...] Vous vous servez de mes nerfs, vous m'exploitez! » En répliquant ainsi, Cléo refuse d'être prisonnière de l'image superficielle que les autres se font d'elle. Sa prise de conscience n'est pas un choix esthétique, mais une dénonciation de l'aplanissement social des femmes. De nos jours, on observe souvent la persistance du regard masculin qui objectifie les femmes, notamment dans l'industrie du cinéma. En réaction à l'omniprésence de ce regard sur les grands écrans, certains parlent des films féministes comme « contre-courant » au cinéma. Les œuvres de Varda correspondent parfaitement à ce profil.

Et la lutte se poursuit

Plus tard, des films comme *Black Panthers* (1968) et *L'une chante, l'autre pas* (1977) témoignent davantage des implications militantes de Varda dans la revendication des contraceptifs et de l'avortement chez les femmes. Dans *L'une chante, l'autre pas*, l'une des protagonistes, Pauline, chante : « Ce n'est pas plus papa, que le pape ou le roi, que le juge ou le docteur, ou le législateur qui me feront la loi. » En 2019, Varda parle de ces mouvements revendicateurs en France et aux États-Unis comme de « l'histoire ancienne » à la suite de la légalisation de l'avortement à l'échelle fédérale des deux pays en 1975. Mais depuis l'arrivée au pouvoir de Trump aux États-Unis, ce droit retombe dans une précarité que l'on croyait pourtant révolue.

Photo tirée d'AlloCiné

« Je crois que l'œuvre d'Agnès Varda est toujours pertinente aujourd'hui, c'est pour cela que notre équipe a choisi de mettre de l'avant ce documentaire dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes », affirme l'agente sur place de Cinéma Cinéma. Et comme Varda le proclame : « J'étais féministe, je le suis encore », rappelant que la liberté des femmes est un combat de chaque instant.

Jiayuan Cao
Éditrice Culture

Fennell se méprend sur Brontë - et sur le féminisme

Emerald Fennell qualifie son cinéma de féministe. Ses films sont-ils au courant?

« *Le simple fait d'être une femme cinéaste est un acte féministe... qu'on le veuille ou non. [...] Tout ce que je fais est féministe – c'est ma façon d'être au monde* (*tdlr*) » : voilà l'argumentaire avancé par la réalisatrice Emerald Fennell à l'occasion de la promotion de son film *Saltburn* (2023), pour le média *The Wrap*. Ces mots reviennent fréquemment chez Fennell : son regard sur le monde transperce ses films, son féminisme aussi. La formule est séduisante, un peu trop. Réalisatrice femme, cinéma féministe – l'équation est-elle si évidente? L'art féminin est-il systématiquement engagé? À l'issue des deux heures quarante de son dernier film à succès, *Les Hauts de Hurle-Vent* (*Wuthering Heights*), la question revient, insistante. L'intention féministe n'aboutit pas à un résultat féministe, malgré l'étiquette que s'auto-attribue la réalisatrice. Elle s'en réclame tant, de ce « cinéma féministe », qu'il finit par tenir lieu de preuve.

Mais alors, l'art ne se définit-il pas par celui ou celle qui le produit? Cette « continuité intention-résultat » convoque la théorie de l'auteur. Depuis Truffaut dans les *Cahiers du Cinéma*, on présuppose que le cinéaste imprime sa vision dans le film.

Photo tirée d'AlloCiné

Or, ceux tentant d'appliquer cette approche à l'art féminin semblent s'opposer à la critique féministe. Virginia Woolf, dans *Une chambre à soi*, met en garde contre l'écriture en conscience de son propre genre. Une femme qui écrit en tant que femme produirait une œuvre diminuée. Cette idée se répand largement dans le féminisme contemporain, par une revendication du droit des femmes à la « non-revendication ». Imposer le militantisme aux femmes, c'est les y enfermer. Woolf ne plaide pas pour le silence, elle dit qu'il faut le transcender. bell hooks, elle, va plus loin : dans *De la marge au centre : théorie féministe*, elle affirme que le féminisme n'est « *ni un style de vie ni une identité toute faite dans laquelle on peut entrer* ». Ce n'est pas l'identité qui compte, c'est l'engagement. Deux féminismes distincts, mais arrivant à une même conclusion : se proclamer féministe ne suffit pas – encore faut-il en faire la démonstration.

Le cinéma de Fennell a-t-il démontré son engagement féministe? Concernant *Saltburn*, les avis sont mitigés, méritant sa qualification de « *film le plus controversé de l'année* » par *The Guardian*. La narration ne met pas les femmes, mais un homme en évidence : ses ambitions, ses amitiés, sa sexualité. Les personnages féminins, eux, ne semblent pas réussir le test de Bechdel. Elles n'agissent que sexuellement, ou en référence à l'un des personnages masculins. Même la complexité de leurs personnages ne paraît que partiellement développée. Fennell aurait pu s'appuyer sur Venetia, par exemple, pour saisir sa lucidité sur l'absurdité de son environnement et en faire un personnage central de l'histoire. Or, tout s'effondre lorsque Elspeth, sa mère, la décrit comme « *une masochiste avec un trouble alimentaire* ». Et cet effondrement, je l'ai revécu face à *Hurlevent*, lorsque Fennell choisit de faire du personnage d'Isabella une femme-enfant qui choisit la soumission, là où Brontë montrait une victime qui trouve la force de fuir. L'adaptation semble avoir desservi le personnage... paradoxal pour une œuvre *féministe* bénéficiant de près d'un siècle d'avancées sur la question!

> « Sur ce point, difficile de lui donner tort : elle applique sur ses acteurs le regard qu'on a toujours réservé aux femmes »

Ce que la réalisatrice met en avant, c'est sa volonté de retourner le *male gaze* contre les hommes. Sur ce point, difficile de lui donner tort : elle applique sur ses acteurs le regard qu'on a toujours réservé aux femmes. En effet, elle filme le corps masculin comme objet de désir, et illustre les fantasmes auxquels leurs amantes les soumettent. Néanmoins, ce geste ne suffit pas. Le cinéma d'Emerald Fennell illustre des femmes, prend en considération ses spectatrices, mais cela suffit-il à le qualifier de féministe? Pour Fennell, apparemment oui. Mon école, celle de Virginia Woolf, désapprouverait probablement.

Elena Montefiori
Contributrice

L'émotion et la rage, sans filtre

Quatre films qui ont changé le regard sur les expériences féminines en 2025.

Félix Fournier | Le Délit

L'automne dernier, un vent nouveau a soufflé sur nos salles de cinéma. Quatre réalisatrices ont mis les expériences féminines de l'avant de manière peu conventionnelle. Des femmes mises en scène par des femmes dans quatre récits se déroulant à différentes époques et qui, de prime abord, n'ont pas grand-chose en commun. Leur seul point de convergence : ils racontent tous, à leur manière, la maternité. Ces œuvres mettent en scène des femmes blanches, en Angleterre ou aux États-Unis, avec des superstars en tête d'affiche : Rose Byrne, Jennifer Lawrence, Jessie Buckley et Amanda Seyfried. Leurs personnages ne se dérobent pas à leurs émotions et se réapproprient leur propre corps. Et, dirigées par des femmes, ces actrices connues et reconnues dépassent leurs limites et élargissent leur registre de possibilités. Elles se consacrent à partager une expérience féminine qui, bien qu'elle inclue la maternité, ne se restreint pas à celle-ci. Ces quatre films suivent un même fil, celui de libérer les corps en misant sur les imperfections, les pulsions, la rage et la sensibilité. Gros plan sur le lien qui unit ces quatre histoires, et dessine peut-être un nouveau regard sur les femmes au cinéma.

> « Ces quatre films suivent un même fil, celui de libérer les corps en misant sur les imperfections, les pulsions, la rage et la sensibilité »

If I Had Legs I'd Kick You de Mary Bronstein, avec Rose Byrne

Salué par la critique dès ses premières projections dans les festivals internationaux et porté par la performance de Byrne, acclamée de toutes parts, le film a connu un beau parcours : sa première a eu lieu en janvier 2025 à Sundance et l'actrice a été nommée aux Oscars un an plus tard. L'histoire est celle de Linda, une psychothérapeute qui fait face à la maladie mystérieuse de sa fille alors que son mari, capitaine en mer, est absent pour une longue période. Confrontée à une relation de plus en plus difficile avec son propre thérapeute (Conan O'Brien), Linda voit son monde s'étioler à mesure que la charge mentale et les péripéties s'accumulent, notamment autour de sa fille, que la caméra ne filme jamais. Elle est rivée de bout en bout sur Rose Byrne, partageant sa sensation d'étouffement. Linda crie, s'effondre, se bat, commet des erreurs, est fatiguée, à bout de souffle, se sent coupable. Jouant sans arrêt avec les frontières du réel, le film explore le chaos vécu par une femme seule et dépassée malgré l'amour qu'elle porte à sa fille. La mise en scène oppressante et la vulnérabilité enragée de Linda ouvrent la discussion aux pensées intrusives. Mais ce que l'on pense être une exception fait en réalité partie du lot de la parentalité.

> « *Hamnet* est un choc corporel, une émotion brute qui nous attrape en silence, mais nous laisse pourtant libres d'en faire ce qui nous dira »

Die, My Love de Lynne Ramsay, avec Jennifer Lawrence

Adaptée d'un roman d'Ariana Harwicz, cette œuvre réalisée et coécrite par Ramsay était en compétition pour la Palme d'Or du Festival de Cannes 2025. Et à l'instar de Byrne, la performance de Lawrence a été particulièrement remarquée. Œuvre expérimentale et cathartique, *Die, My Love* suit un pan de la vie de Grace, jeune mère qui affronte une dépression post-partum alors que son couple s'effrite. Du moment où elle et Jackson (Robert Pattinson) s'installent dans cette maison du Montana au début de sa grossesse et jusqu'à plusieurs semaines après l'accouchement, le monde intérieur de la jeune femme se décompose. Il devient flou, inconsistant et imprévisible.

Le film a suscité beaucoup de réactions, notamment parce qu'il aborde le post-partum d'une manière nouvelle, personnelle, mais surtout plus réaliste : on ne s'intéresse pas au bébé, mais plutôt à ce qui gravite autour de lui. Les nombreux changements causés par son arrivée, les absences et tromperies de Jackson, la communication difficile, l'aliénation de Grace, qui ne sait plus qui elle est... Dès lors, l'aspect organique est omniprésent : Grace marche à quatre pattes, danse librement, grogne, crie, griffe les murs, se masturbe dans l'herbe, hurle, devient cynique, joue avec les limites de la folie — par anticonformisme et aussi par fatigue. Elle étouffe, elle veut être libre. Les silences du film où l'image parle d'elle-même, les expressions faciales de Lawrence, la panique intérieure de Grace, nous donnent envie de hurler notre rage, de nous défaire de toute bienséance, de redevenir sauvages.

Hamnet de Chloé Zhao avec Jessie Buckley

Son scénario est adapté de la pièce de théâtre de Maggie O'Farrell et la performance de Buckley, fraîchement auréolée d'un Oscar, est remarquable. Célébré pour sa mise en scène, *Hamnet* raconte le deuil réinventé des parents du jeune Hamnet : son père William Shakespeare (Paul Mescal) et sa mère Agnès. Elle est une sorcière, une marginale profondément liée à la nature qui tombe amoureuse de William et donne naissance à une fille, puis à des jumeaux. La maternité est ici explorée par la perte : plusieurs années plus tard, son fils Hamnet est emporté par la peste. En deuil, William se réfugie dans l'alcool, la colère et le retrait. La caméra s'y intéresse au travers du regard d'Agnès, abandonnée avec le public dans cette douleur.

La force et la pudeur que Buckley infuse à son personnage provoquent une émotion viscérale. Son cri silencieux résonne encore dans nos oreilles, et l'engourdissement provoqué par le vertige de la mort cohabite en permanence avec une candeur et une lumière qui ne disparaissent jamais tout à fait. *Hamnet* est un choc corporel, une émotion brute qui nous attrape en silence, mais nous laisse pourtant libres d'en faire ce qui nous dira.

The Testament of Ann Lee, de Mona Fastvold, avec Amanda Seyfried

Film musical retraçant la vie d'Ann Lee, fondatrice d'un mouvement religieux shaker au 18*e* siècle, l'œuvre de Mona Fastvold met l'accent sur la tension constante entre retenue et libération : la première causée par les conventions sociales de l'époque et la seconde permise par les danses. Ann Lee, désintéressée par les relations amoureuses, dégoûtée du sexe, se marie avec un homme et perdra ses cinq enfants. En prison, affamée et fatiguée, elle a une vision d'un monde dans lequel la chasteté devient la solution aux problèmes de l'humanité et fonde sa propre communauté. Se faisant appeler Mère Ann par ses membres, admirée et célébrée, celle qui a tant perdu se libère du carcan des relations normées. Elle laisse libre cours à son énergie en dansant pour expier les péchés de l'humanité, tout en travaillant à l'égalité et à l'entraide. Bruits et chansons sont interdépendants : les respirations saccadées, les pieds tapant le sol, les mains frappant les poitrines et les corps entrant en transe ne se départissent jamais de la musique. Cette dernière nous entraîne dans une valse cathartique où le corps devient l'outil de libération et la caméra se fond dans les chorégraphies, tourbillonne avec les personnages et suit leurs mouvements. Le film incarne l'idéologie d'Ann Lee et souligne implicitement les mécanismes de protection qu'elle a dû mettre en place pour survivre à la perte et aux normes sociétales. Elle a été oubliée par l'histoire mais Seyfried et Fastvold lui font honneur en invoquant une intensité fourmillante et une compassion brute.

> « Elle a été oubliée par l'histoire mais Seyfried et Fastvold lui font honneur en invoquant une intensité fourmillante et une compassion brute »

Ces quatre films, ainsi que leurs personnages et leurs interprètes, ont certainement marqué l'année 2025 en rendant visible l'invisible : les émotions si brutes qu'elles ne peuvent s'exprimer que par la libération des corps. En filmant la rage tremblante, la maternité imparfaite et la perte, ces œuvres posent peut-être la première pierre à l'édifice d'une tendance que l'on espère pérenne : celle d'un cinéma plus organique, plus sensible, où les femmes ne sont pas seulement « mises à l'honneur » dans un monde d'hommes, mais où elles sont capables de prendre leur place en choisissant les histoires qu'elles veulent raconter et, surtout, la manière dont elles veulent les raconter. ⦸

Manon Delacroix
Contributrice

L'art « misandre » existe-t-il vraiment?

Le mot « misandre » décrit-il un contenu ou un inconfort ?

Catvy Tran | Le Délit

Dans *Kill Bill*, une femme massacre des dizaines d'hommes au katana. Personne n'a parlé de misandrie. Ses victimes sont des yakuzas, des figures du mal dont personne ne se sent proche. Dans *Promising Young Woman*, l'héroïne ne tue personne. Elle fait semblant d'être ivre dans des bars. Quand des hommes la ramènent chez eux en pensant profiter de son état, elle révèle qu'elle est sobre et les force à faire face à ce qu'ils s'apprêtaient à faire. Ces hommes ne sont pas des monstres de cinéma. Ce sont des étudiants, des collègues, des « *nice guys* ». Le film a été qualifié de misandre dès sa sortie. D'un côté, une violence spectaculaire qui ne dérange personne. De l'autre, un malaise ordinaire mis en scène, et l'accusation tombe.

Un mot qui dérange

La misandrie désigne, selon le *Larousse*, la haine ou le mépris des hommes. C'est le miroir étymologique de la misogynie. Le parallèle semble logique. Plusieurs chercheurs le contestent.

La philosophe Kate Manne, de l'Université Cornell, a consacré un ouvrage entier à redéfinir la misogynie. Dans *Down Girl : The Logic of Misogyny* (2018), elle montre que ce n'est pas un simple sentiment de haine envers les femmes, mais un système : un ensemble de mécanismes sociaux qui punit les femmes qui dévient de la norme. Marc Ouellette, dans l'*International Encyclopedia of Men and Masculinities*, pose alors la question qui s'impose : si la misogynie est structurelle, la misandrie l'est-elle aussi? Sa réponse est non. Selon lui, « *l'antipathie systémique, institutionnalisée et légiférée* (*tdlr*) » de la misogynie manque à la misandrie. La misogynie s'appuie sur des siècles de lois et de structures sociales. La misandrie n'a pas d'équivalent. Les deux mots se ressemblent, mais ne pèsent pas le même poids.

Et le mot « misandrie » a une histoire particulière. Dès les années 1890, des journaux américains et britanniques qualifiaient les premières militantes féministes de « *man haters* ». Le mot disparaît ensuite pendant près d'un siècle avant de réapparaître dans la littérature masculiniste des années 1980, puis d'exploser en ligne dans les forums de « droits des hommes ». Plus d'un siècle plus tard, le mécanisme reste le même. Francis Dupuis-Déri, professeur de science politique à l'UQAM et auteur de *La crise de la masculinité : autopsie d'un mythe tenace* (2018), documente l'usage du mot comme outil central du discours masculiniste contemporain : il sert à dépeindre les hommes en victimes et à inverser le rapport de pouvoir. En février 2026, il affirme observer une hausse de ces discours dans les écoles québécoises. Quand le même mot est ensuite appliqué à un film ou à un essai, il arrive chargé de cette histoire.

Trop radical? Pas assez?

Le réflexe n'est pas nouveau : *Thelma & Louise* en 1991, le livre *King Kong Théorie* de Virginie Despentes en 2006, l'essai *Moi les hommes, je les déteste* de Pauline Harmange en 2020. À chaque génération, une femme exprime sa colère dans une œuvre et le mot ressurgit.

En 2020, Ralph Zurmély, conseiller au ministère de l'Égalité femmes-hommes français, menace les éditeurs de « poursuites pénales » si l'ouvrage de Harmange n'est pas retiré de la vente. L'objet du scandale : un essai de 80 pages dont le titre ne laisse aucune ambiguïté. Le titre est provocateur, et Harmange le revendique : elle dit l'avoir choisi pour « *se réapproprier l'accusation de misandrie qu'on lance toujours aux féministes* ». Le livre, lui, raconte autre chose. Le site du collectif féministe *La Part des Femmes* le décrit comme un texte « *simple et sans aigreur* », dont le vrai sujet n'est pas la haine des hommes, mais la solidarité entre femmes : « consacrons notre temps à la moitié de l'humanité qui nous réjouit. » Le livre connaîtra un succès massif et sera traduit en 18 langues. Quatorze ans plus tôt, Despentes publiait *King Kong Théorie*, accueilli par *Le Figaro Littéraire* comme un essai « *plein de gros mots* ». La critique s'est arrêtée au ton. Le CEFRES, le Centre français de recherche en sciences sociales, a quant à lui regardé le fond : il note que Despentes s'adresse aussi aux hommes qui rejettent la virilité imposée. Sa phrase finale invite à « *une aventure collective, pour les femmes, pour les hommes, et pour les autres* ». Des œuvres qu'on réduit à de la haine, mais dont le contenu dit autre chose.

La réception de *Promising Young Woman* illustre quelque chose de plus subtil encore. La revue académique *Aesthetics for Birds* relève qu'Emerald Fennell refuse délibérément la scène de vengeance cathartique que le genre du *rape-revenge* promet habituellement. Son choix de casting, des acteurs associés à des rôles de « *nice guys* », vise, selon la revue, à montrer que le problème n'est pas le monstre évident, mais le système qui protège l'homme ordinaire. C'est une illustration directe de ce que Manne appelle la « *himpathy* » : cette sympathie disproportionnée envers les agresseurs qui, écrit-elle, « *exonère les hommes privilégiés qui dominent, menacent et réduisent les femmes au silence* ». D'un côté, le hashtag #NotAllMen et l'accusation d'être anti-hommes. De l'autre, des critiques féministes tout aussi sévères. La revue *Another Gaze* juge le féminisme de Fennell superficiel. Mary Beth McAndrews, survivante de violences sexuelles, écrit que Cassie s'approprie le trauma de son amie plutôt que de le respecter. Le film la laisse, dit-elle, « *vide* ».

> « La colère masculine passe pour du style. La colère féminine passe pour un problème »

Le même film est donc simultanément trop radical et pas assez. Quand un détracteur dit « ce film déteste les hommes », il demande que l'œuvre n'existe pas. Quand une critique féministe dit « ce film ne va pas assez loin », elle demande qu'elle soit meilleure. Ce n'est pas le même reproche, mais le mot « misandrie » écrase les deux positions, et le débat disparaît.

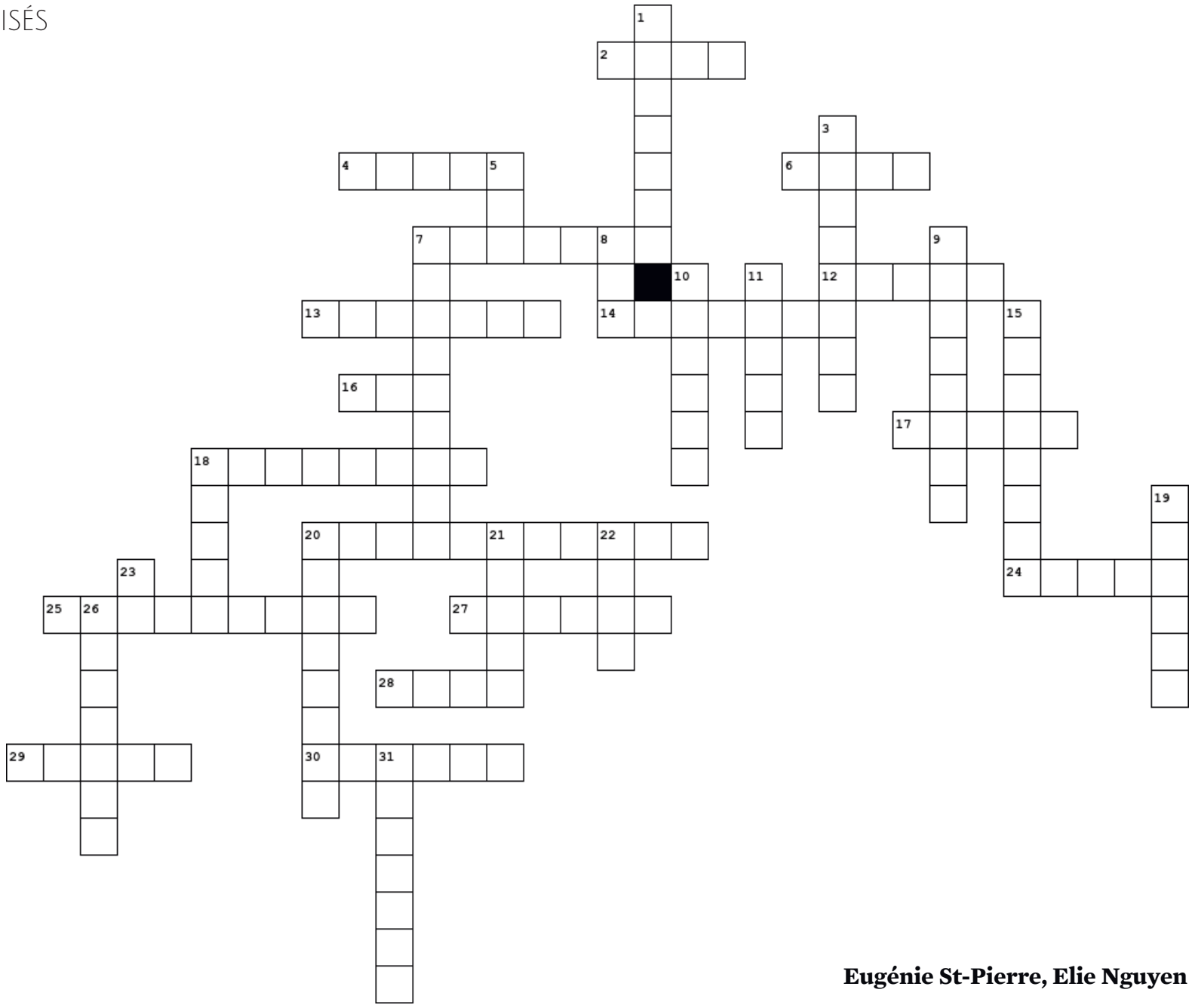
Une sélectivité qui interroge

Le paradoxe posé en ouverture n'est pas un cas isolé. *Mad Max : Fury Road*, dénoncé comme « *propagande féministe* » par des militants masculinistes, est signé George Miller, 70 ans. Quand un homme filme une femme en colère, la critique parle de « personnage complexe ». Le traitement n'est pas tout à fait le même quand l'œuvre est signée par une femme. Le constat vaut aussi en littérature. Lorsque Michelle Houellebecq écrit avec rage, la critique mentionne sa misogynie en passant, puis s'attarde sur son style, sa lucidité, sa capacité à « prédire » le monde. Virginie Despentes a pointé du doigt ce décalage : si une femme avait écrit l'équivalent de ses romans, on aurait surtout parlé de son physique et de sa vie sexuelle. La colère masculine passe pour du style. La colère féminine passe pour un problème.

Les données empiriques vont dans le même sens. Hopkins-Doyle, Peterson et Leach ont mené six études auprès de près de 10 000 participants dans neuf pays. Leur question était simple : les féministes sont-elles réellement plus hostiles aux hommes que le reste de la population? Résultat : non. Leurs attitudes envers les hommes ne sont pas plus négatives que celles des non-féministes, ni même que celles des hommes envers eux-mêmes. Autrement dit, si l'étiquette « misandre » devait s'appliquer aux féministes, elle devrait tout aussi bien s'appliquer aux hommes. Les chercheurs en concluent que le stéréotype n'a aucune valeur descriptive. Ils appellent ça « *le mythe de la misandrie* ».

Ce que ces œuvres partagent n'est peut-être pas la haine, mais le refus de rassurer leur public. On peut les trouver réussies ou ratées. Les critiques féministes elles-mêmes ne s'accordent pas. Réduire ce débat à un seul mot, c'est peut-être passer à côté de ce qu'il révèle : non pas que ces œuvres détestent les hommes, mais qu'elles posent des questions auxquelles le mot « misandre » évite de répondre. ⦸

Joséphine Miton
Contributrice



Eugénie St-Pierre, Elie Nguyen | Le Délit

Horizontal

2. Variante française du mouvement #MeToo reprise dans une chanson d'Angèle, « #BalanceTon … »
4. Gymnaste américaine la plus médaillée de l'histoire avec ses 41 médailles
6. Romancière sud-coréenne ayant obtenu le prix Nobel de littérature en 2024 pour « *la profondeur de sa prose poétique* »
7. Première femme noire à recevoir une récompense aux *Country Music Association Awards* pour sa chanson « *Fast Car* »
12. Chanteuse et danseuse française, la première femme noire à tenir le rôle principal d'un film à gros budget (*La Sirène des Tropiques*) en 1927
13. Écrivaine québécoise d'origine vietnamienne dont le premier roman *Ru* est devenu un succès de vente en 2009 (2)
14. Féminin du nom « auteur », qui revient dans l'usage après avoir été proscrit par l'Académie française en 1891
16. Romancière canadienne-française ayant remporté le prix Femina pour *Bonheur d'occasion* en 1971
17. Peintre mexicaine reconnue pour ses autoportraits
18. Romancière et enseignante innue, autrice de *Kuessipan*
20. Expression employée par Brigitte Macron pour qualifier des militantes, devenue un étendard pour les associations féministes françaises (2)
24. Actuelle gouverneure générale du Canada et première personne autochtone (inuk) à occuper le poste
25. Peintre associée au cubisme et à l'avant-garde parisienne – le poème « Marie » de Guillaume Apollinaire lui est dédié
27. Elle a gagné le prix Nobel de littérature en 2022 pour ses ouvrages autobiographiques, dont *Les armoires vides* et *Les années*
28. Droit accordé aux femmes en 1940 au Québec
29. Gisèle Pelicot a refusé un procès à huis clos « pour que la … change de camp »
30. Artiste contemporaine japonaise qui utilise souvent des pois dans ses œuvres très colorées

Vertical

1. Femme trans et militante historique du mouvement LGBTQ+ ayant participé aux émeutes de Stonewall
3. Seule femme à avoir occupé le poste de première ministre du Canada, pendant quatre mois et dix jours, en 1993
5. Chanteuse R&B, la première femme à passer 100 semaines au top 10 du *Billboard 200* avec son album *Kill Bill*
7. Olympe de Gouges a rédigé la *Déclaration des droits de la femme et de la …* en 1791
8. Prénom de la rappeuse franco-malienne ayant interprété *Pookie, Djadja* et *For me formidable* à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques d'été de 2024
9. Écrivaine, journaliste et animatrice québécoise qui a tenu le courrier du cœur dans *Le Petit Journal* dans les années 1950 et 1960
10. Célébrité littéraire canadienne, autrice de *La servante écarlate*
11. La « princesse du peuple » (*people's princess*) d'après le premier ministre britannique Tony Blair
15. Légende du tennis féminin, 23 titres du Grand Chelem en simple
18. Sojourner Truth martèle « *Et moi, ne suis-je pas une …?* » (« *Ain't I a …?* ») dans un discours adressé au Congrès des femmes de l'Ohio en 1851
19. Première femme à être élue première ministre de l'Inde en 1966
20. Tout premier pays à élire une femme, Sirimavo Bandaranaike, au poste de première ministre en 1960 (2)
21. Physicienne et chimiste polonaise, devenue la première femme lauréate du prix Nobel en 1903 – elle est à ce jour la seule femme à en posséder deux
22. Nombre de femmes que Ruth Bader Ginsburg souhaitait voir à la Cour suprême des États-Unis
23. Skieuse acrobatique (*freeskier*) la plus décorée de l'histoire olympique, d'origine chinoise et américaine
26. Romancière chilienne de *La maison aux esprits*, cousine du président socialiste Salvador du même nom
31. Mère du monstre Frankenstein et de la science-fiction